

**LE COURANT DE GAUCHE HOLLANDAIS
ET LA REVOLUTION MONDIALE
(1919 -1927)**

CHAPITRE IV

DANS LE KOMINTERN (1919-1920)

En janvier 1919, était envoyée à différents partis communistes, qui venaient à peine de se constituer, et à des fractions ou oppositions révolutionnaires dans les anciens partis une lettre d'invitation au congrès de la " nouvelle Internationale révolutionnaire ". A l'origine, il ne s'agissait pas de convoquer un congrès mais une simple " conférence socialiste internationale " pour préparer la fondation de la IIIe Internationale; elle devait se tenir avant le premier février, soit à Berlin, soit en Hollande, clandestinement (1). L'écrasement de l'insurrection de janvier à Berlin modifia le plan originel : la conférence dut se tenir à Moscou, du 2 au 6 mars 1919.

Le Parti communiste hollandais reçut la convocation. Il avait déjà décidé lors de son congrès de novembre 1918, d'envoyer un délégué lorsque serait connue la convocation au congrès de la IIIe Internationale (2). Pourtant, l'attitude de la direction du CPN fut exactement la même que celle qu'elle avait adoptée pour les trois conférences du Mouvement de Zimmervald. Bien qu'ayant reçu tous les moyens pour faire le voyage vers Moscou, Wijnkoop ne " réussit " pas à se mettre en route. Il s'agissait en fait de sa part d'un refus. Pour expliquer ce refus, toujours camouflé derrière une phrase sectaire, il fit paraître (3) les articles du journaliste britannique Ransome qui prétendait que le congrès de la IIIe Internationale n'aurait été qu'une

pure "opération slave".

Finalement, le parti communiste des Pays-Bas fut représenté indirectement, et uniquement avec voix consultative, au premier congrès de la nouvelle internationale. Son représentant, Rutgers, ne venait pas directement des Pays-Bas : il avait quitté le pays en 1914 pour les Etats-Unis, où il était devenu membre de la Ligue américaine de propagande socialiste (4). Parvenu à Moscou, via le Japon, il ne représentait en fait que ce groupe américain, sans mandat. C'est par son intermédiaire qu'aux USA, la Gauche hollandaise était connue. L'un des chefs du communisme de gauche américain, Fraina (5), son ami, était très influencé par Gorter et Pannekoek.

Le parti communiste hollandais finissait par adhérer à la IIIe Internationale, en avril 1919. Rutgers fut associé aux travaux du Comité exécutif.

LES COURANTS DE GAUCHE DANS L'INTERNATIONALE EN 1919

La Gauche dans la IIIe Internationale s'est développée au cours de l'année 1919 sous l'influence de la révolution allemande. Celle-ci représentait pour tous les courants de gauche l'avenir du mouvement prolétarien dans l'Europe occidentale industrialisée. Malgré la défaite de janvier 1919 à Berlin, où le prolétariat avait été écrasé par la social-démocratie de Noske et Scheidemann, jamais la révolution mondiale n'avait semblé aussi proche. La république des conseils avait été instaurée aussi bien en Hongrie qu'en Bavière. La situation demeurait révolutionnaire en Autriche. De grandes grèves de masses secouaient la Grande-Bretagne et s'ébauchaient en Italie. Le continent américain lui-même était secoué par la vague révolutionnaire de Seattle jusqu'à Buenos Aires. (6) Le prolétariat des pays les plus développés se mettait en branle. La question de la tactique à adopter dans les pays centraux du capitalisme, où la révolution serait plus purement prolétarienne qu'en Russie, devait nécessairement être examinée à la lueur d'une prise du pouvoir, que les révolutionnaires pensaient devoir se produire dans un futur très proche.

La vague révolutionnaire, c'est-à-dire l'expérience même des ouvriers confrontés à l'Etat, se traduisait par un changement de tactique avec la fin de l'ère pacifique de croissance du capitalisme. Tous les courants révolutionnaires reconnaissaient la validité des thèses du Premier congrès de la IIIe Internationale :

“ 1° La période actuelle est celle de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial, et ce sera celle de l'effondrement de la civilisation européenne en général, si le capitalisme, avec ses contradictions insurmontables, n'est pas abattu.

“ 2° La tâche du prolétariat consiste maintenant à s'emparer du pouvoir d'Etat. La prise du pouvoir d'Etat signifie la destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et l'organisation d'un nouvel appareil du pouvoir prolétarien. ” (7)

Dans la nouvelle période, c'est la praxis même des ouvriers qui remettait en cause les vieilles tactiques parlementaire et syndicale. Le parlement, le prolétariat russe l'avait dissous après la prise du pouvoir, et en Allemagne une masse significative d'ouvriers s'était prononcée en novembre 1918 pour le boycottage des élections. En Russie comme en Allemagne, la forme conseils était apparue comme la seule forme de lutte révolutionnaire au lieu et place de la structure syndicale. Mais la lutte de classe en Allemagne avait révélé l'antagonisme entre prolétariat et syndicats. Lorsque les syndicats eurent participé à la répression sanglante de janvier 19 et que surgirent des organismes politiques de lutte - les Unions (AAU) le mot d'ordre fut non la reconquête des vieux syndicats mais leur destruction (8).

En donnant comme base fondamentale de l'I.C. aussi bien le programme du PC allemand que celui du Parti bolchevik, l'Internationale acceptait de fait les courants de gauche antiparlementaires et antisyndicaux. Le congrès du Spartakusbund n'avait-il pas rejeté la participation aux élections ? Même si Rosa Luxemburg en cela n'était pas d'accord avec la majorité, elle défendait une ligne antisyndicale : “ (les syndicats) ne sont plus des organisations ouvrières, mais les protecteurs les plus solides de l'Etat et de la société bourgeoise. Par conséquent, il va de soi que la lutte pour la socialisation ne peut pas être menée en avant sans entraîner celle pour la liquidation des syndicats. Nous sommes tous d'accord sur ce point. “ (9)

A ses débuts, l'Internationale communiste acceptait dans ses rangs des éléments syndicalistes-révolutionnaires, comme les IWW, qui rejetaient aussi bien le parlementarisme que l'activité dans les anciens syndicats. Mais ces éléments rejetaient par principe l'activité politique et donc la nécessité d'un parti politique du prolétariat. Ce n'était pas le cas des éléments de la gauche communiste, d'ailleurs hostiles au courant syndicaliste-révolutionnaire qu'ils ne souhaitaient pas voir accepter dans l'Internationale. (10).

C'est au cours de l'année 19 qu'apparaît véritablement le courant communiste de gauche sur une base politique et non syndicaliste. La question électorale est dans certains pays la question clef pour la Gauche. En mars 1918, le Parti communiste polonais - issu lui-même du SDKPiL de Rosa Luxemburg et Jogiches - boycotte les élections. En Italie, est publié le 22 décembre 1918 "Il Soviet" de Naples, sous la direction d'Amadeo Bordiga. A la différence de Gramsci et de son courant syndicaliste, qui défendait la participation aux élections, le courant de Bordiga prônait l'"abstentionnisme communiste" en vue d'éliminer les réformistes du parti socialiste italien, pour constituer un "Parti purement communiste" (11). Formellement, la Fraction communiste abstentionniste du PSI est constituée en octobre 1919. En Grande-Bretagne, la Workers' Socialist Federation de Sylvia Pankhurst se prononça contre le "parlementarisme révolutionnaire" afin d'éviter tout "gaspillage d'énergie" (12). En Belgique, le groupe De Internationale des Flandres et le groupe de War van Overstraeten (13) étaient contre l'électoratisme. Il en fut de même dans des pays plus "périphériques". Au congrès du parti communiste bulgare, en mai 1919, une forte minorité s'était manifestée par une condamnation de principe de l'action parlementaire. (14)

Les Hollandais, par contre, restaient hésitants et divisés. Ils étaient loin d'être aussi radicaux sur la question parlementaire. Si la majorité autour de Wijnkoop était électoraliste, la minorité était indécise. Gorter lui-même se prononçait pour une forme de parlementarisme révolutionnaire jusqu'à l'été 1920 (15).

Pannekoek, par contre, défendait une position antiparlementaire. Comme tous les communistes de gauche, il soulignait le changement de période historique et la nécessité de rompre avec le principe démocratique (16) ancré dans les masses ouvrières d'Europe occidentale. Pour le développement de la conscience de classe, il était nécessaire de rompre avec la "démocratie parlementaire". (17)

L'Internationale communiste en 1919 ne considérait pas que le rejet de la participation aux parlements bourgeois était un motif d'exclusion de la gauche. Lénine, dans une réponse à Sylvia Pankhurst (18), était d'avis que "la question du parlementarisme est actuellement un point particulier, secondaire... Etre indissociablement lié à la masse ouvrière, savoir y faire une propagande constante, participer à chaque grève, faire écho à chaque revendication des masses, voilà ce qui est primordial pour un parti communiste... Les ouvriers révolutionnaires dont les attaques ont pour cible le parlementarisme ont parfaitement raison dans la mesure où elles expriment la négation de principe du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise." (19)

Sur cette question, pourtant, la circulaire du comité exécutif de l'I.C., du premier septembre 1919, marque un tournant. Si les actions parlementaires et les campagnes électorales sont encore définies comme "des moyens auxiliaires", la conquête du parlement apparaît comme une conquête de l'Etat. L'I.C. revient à la conception social-démocrate du Parlement comme centre de la lutte révolutionnaire : " (les militants)... vont au Parlement pour s'emparer de cette machine et pour aider les masses, derrière les murs du Parlement, à le faire sauter." (20)

Beaucoup plus grave, comme point de rupture entre la Gauche et l'I.C., était la question syndicale. Dans une période où les conseils ouvriers n'étaient pas encore apparus, fallait-il militer dans les syndicats, devenus "contre-révolutionnaires", ou au contraire les détruire en instaurant de véritables organismes de lutte révolutionnaire? La Gauche était divisée. La fraction de Bordiga penchait pour la constitution de "vrais" syndicats rouges. Le parti communiste d'Amérique de Fraina était partisan de travailler avec les syndicalistes révolutionnaires des IWW, rejetant tout "entrisme" dans les syndicats réformistes. La minorité du CPH., avec Gorter et Pannekoek, était hostile de plus en plus à une activité dans le NAS, estimant la rupture inéluctable avec le courant anarcho-syndicaliste.

L'exclusion de la gauche allemande, pour antiparlementarisme et antisindicalisme va cristalliser l'opposition de gauche internationale. La minorité hollandaise se trouve de fait, théoriquement, à la tête du "Linkskommunismus" allemand et international.

LA QUESTION ALLEMANDE

C'est par une manœuvre que la direction du KDP faisait expulser du parti la majorité de gauche en septembre 1919. Cette majorité, depuis le congrès de décembre 18, avait pour mot d'ordre "Sortez des syndicats" (Heraus aus den Gewerkschaften). Les militants communistes, surtout à Bremen et Hamburg, attaquaient les bureaux du syndicat social-démocrate de Legien, prenaient les caisses et en distribuaient le contenu aux ouvriers chômeurs. Lorsque se formèrent les premières unions (Unionen), la centrale de Levi et Brandler avait d'abord appuyé : elle lança le mot d'ordre de formation d'Unionen dans les chemins de fer et chez les ouvriers agricoles. Les organisations d'usine (Betriebsorganisationen) composées d'ouvriers et de délégués révolutionnaires se centralisaient pour former les Unionen. Celles-ci, avec le déclin de la révolution, apparaissaient comme des organes de lutte politiques, héritage des conseils d'usine. Elles se généralisèrent au cours de l'année 1919 dans les principaux secteurs de la classe ouvrière : mineurs, chantiers navals, marins, métallurgie.

A partir de l'été 1919, la position de la centrale de Levi et Brandler changea du tout au tout, non sans arrière-pensées politiques. Il s'agissait pour elle de se rapprocher des Indépendants de l'USPD qui contrôlaient l'opposition dans les syndicats officiels. Elle se mit à attaquer la gauche comme "tendance syndicaliste". Mais, dans les faits, cette tendance était représentée par une minorité : celle du Wasserkante (Bremen et Hamburg) autour de Laufenberg et Wolffheim, qui rêvaient d'une IWW allemande, et celle de Saxe autour de Rühle. Ces deux tendances sous-estimaient l'existence d'un parti politique du prolétariat, qu'elles tendaient à réduire à un cercle de propagande pour les Unions. Tel n'était pas le cas de la grande majorité qui allait former le KAPD en avril 1920 : elle était fortement hostile à l'anarcho-syndicalisme comme au syndicalisme révolutionnaire antipolitique. Elle ne concevait les Unionen que comme des organismes de lutte appliquant les directives du parti. Elle n'était donc pas "syndicaliste" mais antisindicaliste. (21)

En août 1919, Levi, lors de la conférence nationale de Francfort, se prononça aussi bien pour un travail dans

les syndicats que pour un travail au Parlement. Lors du congrès d'octobre, dit congrès de Heidelberg, Levi présenta - sans que cela ait pu être discuté dans les sections du parti avant le congrès - une résolution d'exclusion des éléments refusant tout travail dans les syndicats et au parlement. Au mépris de toute démocratie ouvrière dans le parti, chaque district disposait d'une voix quelle que soit sa taille et le droit de vote - en violation de la décision de la conférence de Francfort – était accordé à la centrale, d'accord pour l'exclusion de la gauche. Celle-ci, bien que majoritaire dans le KPD, fut expulsée. Il est notable que l'opposition en dehors du parti refusa de suivre Laufenberg, Wolffheim et Rühle qui voulaient former immédiatement un nouveau parti. Cette attitude (22) de se battre jusqu'au bout pour la reconquête du parti est une constante de la Gauche communiste de l'époque, qui en cela est très proche de la Fraction de Bordiga.

La Gauche hollandaise se solidarisa avec la Gauche allemande. Pannekoek attaqua particulièrement Radek, qui avait soutenu théoriquement Levi (23) dans son combat contre la Gauche allemande. Il dénonça le rapprochement du KPD avec les Indépendants, comme glissement vers l'opportunisme (24). Cette politique traduisait une approche petite-bourgeoise, " blanquiste ", de la conception du parti. En défendant la théorie non-marxiste qu'une " petite minorité révolutionnaire pourrait conquérir le pouvoir politique et le garder en main ", Radek ne faisait que justifier la dictature de la centrale de Levi jusqu'à l'intérieur du parti. Sa position était étrangère en fait au bolchevisme. Celui-ci en octobre 1917 ne voulait pas d'une dictature de parti mais celle des conseils :

" Le véritable exemple russe, on le trouve dans les jours précédant novembre 1917. Là le parti communiste n'avait jamais déclaré ou cru qu'il devait prendre le pouvoir et que sa dictature soit la dictature des masses travailleuses. Il déclara toujours : les soviets, les représentants des masses devaient s'emparer du pouvoir; lui-même établit le programme, combattit pour, et lorsque finalement la majorité des soviets reconnut la justesse de ce programme, elle prit le pouvoir en main... " (25)

Le Pannekoek de 1919 n'est pas encore le Pannekoek " conseilleriste " des années 30 et 40. Il reconnaît - comme la Gauche communiste depuis les années 20 - le rôle irremplaçable du parti. Contrairement à ce

que le courant "bordiguiste" lui reprochera plus tard, Pannekoek et la Gauche hollandaise n'ont rien à voir avec les positions à la Rühle antiparti et 'spontanéistes', manifestant un culte 'aveugle' et 'suiviste' des masses, par formalisme 'démocratique' :

" Nous ne sommes pas des fanatiques de la démocratie, nous n'avons aucun respect superstitieux des décisions majoritaires et ne nous adonnons pas à la croyance que tout ce que ferait la majorité serait bon et devrait se produire. " (idem) (25)

Ce que souligne en fait la Gauche hollandaise c'est la plus grande difficulté d'une révolution en Europe occidentale, dont le cours est "plus lent et plus difficile". Les recettes de Radek pour accélérer les événements au prix d'une dictature de la minorité organisée dans le parti sont la voie de la défaite.

Dans les pays où domine la "vieille culture bourgeoise" avec un esprit d'individualisme et de respect devant l'éthique bourgeoise, la tactique blanquiste est impossible. Non seulement elle nie le rôle des masses, comme sujet révolutionnaire, mais elle sous-estime la force de l'ennemi et le nécessaire travail de propagande, comme préparation de la révolution.

C'est le développement de la conscience de classe, comme procès difficile, qui peut permettre le triomphe de la révolution. Dans cette direction, et pour la première fois de façon explicite, Pannekoek rejette la tactique syndicale. Il appuie pleinement la Gauche allemande qui préconise la formation d'organisations d'usine (26). Beaucoup moins claire restait la position des Hollandais sur la question du parlementarisme révolutionnaire. Pannekoek avait fait paraître en effet une série d'articles dans Der Kommunist, organe de l'opposition de Bremen, qui dans la plupart des questions avait une attitude d'oscillations centristes entre la droite et la gauche. Tout en montrant l'impossibilité d'utiliser le parlementarisme comme "méthode de la révolution prolétarienne" (27) à "l'ère impérialiste et révolutionnaire", Pannekoek semblait envisager l'utilisation de la tribune parlementaire dans les pays moins développés; selon lui, cette utilisation dépendrait de "la force, du stade de développement du capitalisme dans chaque pays". Cette théorie des "cas particuliers" aboutissait à la négation implicite de l'antiparlementarisme, comme principe nouveau du

mouvement révolutionnaire à l'ère de l'impérialisme décadent - " période de crise et de chaos " et valable mondialement, quel que soit le pays. Il ne s'agissait plus alors que d'une question de tactique à déterminer en fonction des forces productives d'un pays donné. Cette idée n'était qu'implicite, mais sera largement reprise par la suite par le courant " bordiguiste " (28).

La conception théorique de la Gauche hollandaise se développait lentement; elle s'enrichissait par la confrontation polémique et avec l'expérience de la révolution allemande. Elle apprit en réalité autant de la Gauche allemande que celle-ci de la Gauche hollandaise. Il y avait une interpénétration des différentes gauches, italienne incluse, au niveau international. La cristallisation, de façon presque achevée, des positions de la gauche communiste, comme corps de doctrine, a été largement favorisée par la création du Bureau d'Amsterdam de l'Internationale communiste. Cette création est le point le plus haut de l'audience internationale de la Gauche hollandaise dans le mouvement révolutionnaire mondial.

LE BUREAU D'AMSTERDAM (1919-1920)

L'isolement, au cours de l'année 1919, du centre de la IIIe Internationale établi dans un pays plongé dans la guerre civile et entouré du cordon sanitaire des armées alliées, avait conduit le comité exécutif à décider l'installation de bureaux de l'Internationale en Europe occidentale. Ceux-ci avaient autant des tâches de propagande que d'organisation des différents partis dépendant des bureaux respectifs. L'exécutif de l'I.C. avait donc créé des bureaux en Scandinavie, dans les Balkans, dans le sud de la Russie et en Europe centrale à Vienne; simultanément était mis en place le " bureau latino-américain " de Mexico, à l'instigation de Borodine. Tous ces organismes, mal coordonnés, traduisaient encore une grande confusion dans la centralisation du travail international. Mais il était encore clair pour l'IC que dans un futur proche le centre de l'Internationale devrait être transporté en Europe occidentale, avec le développement de la révolution. Les bureaux en question en étaient l'ébauche.

Mais à l'automne 1919, l'I.C. mit en place simultanément un secrétariat provisoire pour l'Europe occidentale,

siégeant en Allemagne, et un bureau provisoire, siégeant en Hollande et en contact permanent avec celui-là. Ces deux organismes reflétaient bien l'état des tendances dans l'I.C. Le secrétariat était sous la coupe de la droite, celle de Levi et Clara Zetkin, qui penchait vers les Indépendants; celui d'Amsterdam regroupait les communistes de gauche hostiles au cours vers la droite du KPD.

L'I.C. accordait une place particulière aux Hollandais pour mener au sein du Bureau d'Amsterdam la propagande et l'établissement de liens entre partis communistes d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Les Hollandais devaient diriger ce travail. Par décision du 28 septembre 1919, l'Exécutif de l'I.C. nommait Gorter, Pannekoek, Roland-Holst - tous à la gauche du CPN -, Rutgers, Van Ravesteyn et Wijnkoop - ces deux derniers représentant la droite. Rutgers arriva début novembre pour mettre en place le " sous-bureau " (29) et organiser une conférence communiste internationale. Malgré les divergences avec les Hollandais, la confiance des bolcheviks était grande, particulièrement à l'égard de Pannekoek. Celui-ci était invité expressément à aller en Russie pour aider au travail théorique et servir d'expert (30). Pannekoek refusa pour rester indépendant matériellement du gouvernement russe.

Dès le départ, par une série de manœuvres, Wijnkoop fit en sorte que Pannekoek et surtout Gorter qu'il faisait calomnieusement passer pour psychopathe (31) soient éliminés de la direction du Bureau. Ne restèrent plus, au mépris de la décision de l'I.C., que Rutgers, Roland-Holst et Wijnkoop. Il est vrai que Wijnkoop, durant la brève existence du Bureau, se donna une apparence de radicalité, semblant se situer à " gauche " de l'I.C. Il prit position contre le rapprochement du KPD avec l'USPD, contre l'entrée du P.C. anglais dans le Labor Party. Malgré ce radicalisme, il fit en sorte que sur des questions, comme la question parlementaire - lui-même étant député - se manifestât une position médiane. Dans les faits, il refusait de prendre position explicitement pour la Gauche communiste. En Allemagne, la lutte entre l'opposition allemande et la droite de Levi étaient définies par lui comme " une lutte entre bonzes de parti des deux directions " (32). Mais l'apparent radicalisme de Wijnkoop dura peu, juste le temps d'exiger au IIe congrès de l'I.C. l'exclusion des Indépendants, de Cachin et Frossard (33). La seule exclusion qu'il obtint fut finalement celle de la gauche dans le CPN en 1921.

En vue de la conférence internationale, qui devait se tenir en février 1920, des Thèses avaient été rédigées, à l'écriture desquelles participèrent Pannekoek et Henriëtte Roland Holst. (33) Elles étaient précédées d'un appel à l'unité des communistes qui devaient se fondre en un seul parti, conformément aux décisions de l'Exécutif de l'I.C.

Mais ces Thèses s'éloignaient peu ou prou de la ligne de l'I.C. Les thèses sur le parlementarisme - probablement rédigées par Rutgers (34) - étaient un compromis entre les positions de la gauche communiste et celles de l'Internationale. Elles affirmaient que le "parlementarisme ne pouvait jamais être un organe du prolétariat victorieux. La théorie du parlementarisme révolutionnaire était défendue avec force :

" ...l'action parlementaire comprenant les formes les plus énergiques de la protestation contre les brutalités impérialistes, et ceci en combinaison avec l'action de l'extérieur, se révélera un moyen effectif d'éveiller les masses et de susciter leur résistance. "

Il est vrai que cette assertion était accompagnée de restrictions : d'un côté, on affirmait que les parlements "dégénèrent de plus en plus en parades de foires où des escrocs abusent les masses", ce qui démontrait la vacuité du parlementarisme "révolutionnaire", de l'autre on soutenait que l'électoratisme était une simple question à déterminer localement et non mondialement :

" La question de savoir quand et comment le parlementarisme devra être utilisé dans la lutte des classes doit être réglée par la classe ouvrière de chaque pays. " (35)

Ces thèses n'étaient qu'un projet; elles furent modifiées et réécrites par Pannekoek, probablement. Le rejet du parlementarisme révolutionnaire apparaissait plus explicite, mais conditionnel, lié au surgissement des conseils ouvriers :

" ... lorsque le Parlement devient le centre et l'organe de la contre-révolution et que, d'autre part, la classe ouvrière construit les instruments de son pouvoir sous forme des soviets, il peut s'avérer même

indispensable de répudier toute participation, quelle qu'elle soit, à l'action parlementaire. " (36)

Sur la question syndicale, les thèses étaient aussi une position de compromis. Il était préconisé que les ouvriers révolutionnaires forment une " opposition révolutionnaire à l'intérieur des syndicats ", ce qui était la position de l'I.C. qui souhaitait " révolutionner " les syndicats contre-révolutionnaires, sous prétexte que de larges masses s'y trouvaient rassemblées. D'un autre côté, le Bureau d'Amsterdam envisageait la possibilité de former des " organisations nouvelles ". Celles-ci devaient être des syndicats d'industrie, et non des syndicats corporatistes basés sur le métier. Ces syndicats, d'inspiration révolutionnaire, seraient calqués sur les IWW et les shop stewards anglais. Là où, en fin de compte, le Bureau se démarquait expressément de l'I.C., c'était sur le rôle des syndicats après la prise du pouvoir par le prolétariat: à la différence des Russes, qui ne voyaient plus dans les conseils - comme Trotsky (37) - qu'un " informe parlement ouvrier ", les Hollandais rejetaient vigoureusement l'idée que les syndicats pourraient " construire la nouvelle société prolétarienne ". Ce rôle incombait aux soviets, organismes politiques unitaires du prolétariat.

L'influence de la révolution allemande, mais aussi celle de Pankhurst et Fraina, amena le Bureau à prendre des positions beaucoup plus tranchées, mieux étayées théoriquement et plus proches de celles de l'opposition allemande. Le Bureau pouvait devenir le centre de regroupement de toute la gauche communiste internationale, opposée aux orientations de l'I.C. dans les questions syndicale et parlementaire. C'est ce que montrèrent les travaux de la conférence communiste internationale tenue du 3 au 8 février 1920, à Amsterdam.

La conférence était très représentative des forces du communisme de gauche dans les pays développés. Cette tendance était représentée par Fraina des USA, Sylvia Pankhurst de Grande-Bretagne, Van Overstraeten de Belgique, Gorter, Fannekoek et Roland-Holst de Hollande, Carl Stucke (38) de la gauche de Bremen. Les autres délégués se situaient soit au centre, comme Wijnkoop, Rutgers et Mannoury, soit carrément à droite, comme les membres du BSP, parti socialiste de gauche, Willis et Hodgsorf. Etaient présents aussi un Sino-Indonésien et Maring-Sneevliet, délégué d'Indonésie (39). Sans doute prévenus trop tard, arrivèrent après la fin de la conférence les délégués du KPD : Zetkin, Paul Fröhlich, Posener et

Münzenberg, le Suisse Herzog, antiparlementaire, et le secrétaire du Bureau latino-américain, F.K. Puerto (40). Le délégué de Finlande et celui d'Espagne arrivèrent eux aussi trop tard.

Cette conférence s'apparentait à un congrès international par sa durée, l'ampleur de ses travaux et l'importante participation de délégués de différents pays de trois continents. Elle était plus représentative que les précédentes conférences d'Imola et de Francfort qui l'avaient annoncée (41). Il faut noter que les Hollandais étaient pourtant loin d'être à la hauteur pour le travail clandestin. Toute la conférence se trouvait sous la surveillance de la police néerlandaise et d'espions, qui notèrent scrupuleusement tout ce qui se décidait et disait (42). Clara Zetkin fut arrêtée à son arrivée à Amsterdam et ne fut libérée que par l'intervention du social-démocrate Wibaut (43), qui s'était rendu tristement célèbre en 1917 dans la répression des ouvriers d'Amsterdam. Hommage rendu à la peu "extrémiste" direction du KPD.

Qualifiée de "conférence-croupion" par Clara Zetkin, la conférence internationale a représenté la communisme de gauche dans deux questions essentielles : le syndicalisme et le refus de tout entrisme dans les organisations liées à la IIe Internationale, tel le Labour Party.

Les thèses de Fraina sur le syndicalisme, votées à l'unanimité, allaient plus loin que les thèses provisoires mentionnées plus haut. Elles excluaient tout travail dans les "syndicats de métier", qui sont "intégrés définitivement dans le capitalisme", et rattachés politiquement au travaillisme, dont la "forme d'expression gouvernementale est le capitalisme d'Etat". Elles préconisaient le syndicalisme révolutionnaire d'industrie, mais rattaché à l'action politique des partis communistes. Bien que confuses sur le rôle des syndicats d'industrie après la prise du pouvoir, en les assimilant aux conseils d'usine, les thèses étaient un rejet implicite de l'apolitisme des IWW. En préconisant l'unionisme industriel (44), la Gauche communiste du Bureau était bien proche, en apparence, du KAPD. Mais en apparence, seulement, car plus tard le KAPD comme la minorité du CPN rejeteront toute forme syndicale, fut-elle d'industrie et d'orientation révolutionnaire.

Mais dans le Bureau, la confusion demeurait entre parti politique et syndicat révolutionnaire. Malgré

l'opposition très forte de Fraina et Pankhurst, la conférence acceptait la représentation des organisations économiques du type shop stewards dans le Bureau. Cette décision était d'ailleurs celle de l'I.C. jusqu'au IIe congrès.

La décision la plus importante de la conférence concernait la Grande-Bretagne. Dans ce pays existaient un très fort Labour Party, lié à la IIe Internationale, et des partis socialistes de gauche - BSP, ILP (43) - comparables à l'USPD en Allemagne. Lénine, et avec lui l'I.C. voulaient que les groupes communistes adhèrent au Labour Party pour gagner "les masses". Cela était en contradiction avec le mot d'ordre de scission d'avec la IIe Internationale, considérée comme morte, et dont les partis encore adhérant étaient considérés non comme l'aile droite du mouvement ouvrier mais comme l'aile gauche de la bourgeoisie, et là où la "gauche" prédominait comme courant "centriste". Au début de 1920, la politique de l'I.C. changea en préconisant la formation de partis de masses : soit par la fusion des groupes communistes avec les courants centristes majoritaires, tels les Indépendants en Allemagne, soit par l'entrisme des petits groupes communistes dans un parti de la IIe Internationale, dans le "cas particulier" de la Grande-Bretagne.

La résolution adoptée par la conférence était celle de Fraina. Elle remplaçait celle de Wijnkoop, trop vague, qui éludait les questions de l'unité des communistes et de la scission. Fraina mit en avant la nécessité de se séparer non seulement des social-patriotes mais aussi des "opportunistes", c'est-à-dire du courant naviguant entre la IIe et la IIIe Internationale. Position identique à celle de Bordiga (46). Il est symptomatique que la résolution pour la scission en vue de former le parti communiste et contre la "prétendue possibilité que le nouveau parti communiste anglais puisse être lié au parti travailliste" - selon les termes de Pankhurst (47) fut rejetée par les délégués du BSP et un délégué hollandais (W. Van Leuven). Telle quelle la résolution apparaissait comme une décision valable aussi bien contre le Labour Party que contre l'USPD.

De fait, le Bureau d'Amsterdam devenait le centre de l'opposition de gauche dans la IIIe Internationale, avec pouvoir exécutif, puisqu'il exigeait que le Secrétariat de Berlin, aux mains de la droite, se cantonne dans les affaires d'Europe orientale. Le sous-bureau américain (48) pour lequel le PC d'Amérique de Fraina était

mandaté, pouvait devenir un centre de propagande de la gauche sur tout le continent américain. Devant ce danger, et au moment même où le Bureau saluait la formation du KAPD en Allemagne, l'I.C. décida de le dissoudre par simple message radio de Moscou - le 4 mai 1920. Désormais le centre de l'opposition se déplaçait vers l'Allemagne, mettant fin à toute velléité d'opposition de la part de la direction de Wijnkoop et de la majorité du CPN.

LA MINORITE HOLLANDAISE ET LE KAPD

C'est avec enthousiasme que la minorité du CPN salua la formation du KAPD, officialisée par son congrès de fondation des 4 et 5 avril 1920. (49) Elle publia dans son organe, *De Roode Vaan*, la traduction du Programme du KAPD. Elle se fit le porte-parole du KAPD dans le CPN contre la direction Wijnkoop qui se contenta de publier les positions du KPD contre les " Linksradikale " (50).

Désormais, la minorité dirigée par Luteraan et Korper (51) constituait une opposition structurée dans le parti, défendant ouvertement des positions antisyndicales - dirigées principalement contre le NAS (52) - et antiparlementaires. Wijnkoop pouvait à juste titre considérer la minorité comme une " tendance KAP néerlandaise ", qu'il ne cessa plus après le IIe Congrès de l'I.C. de combattre par tous les moyens.

La direction de l'opposition allemande, par contre, s'était trouvée dans une autre situation que celle des Hollandais, qui pouvait continuer le combat à l'intérieur du parti. Contrairement à Rühle, Wolffheim et Laufenberg, elle refusait d'envisager la formation d'un second parti et, comme majorité de l'ancien parti, elle exigeait la réintégration dans le KPD (Spartakus) des exclus. Mais le congrès du KPD (S) tenu en février 1920 refusa toute réintégration. La formation du KAPD fut précipitée par les événements qui accompagnèrent le putsch de Kapp. Le parti de Levi et Brandler avait déclaré qu'il n'attaquerait pas le gouvernement social-démocrate et qu'il le soutiendrait :

" Le KPD voit dans la formation d'un gouvernement socialiste excluant les partis bourgeois-capitalistes une

situation vivement souhaitée pour l'auto-activité des masses prolétarienne, leur maturation afin d'exercer la dictature prolétarienne. Vis-à-vis du gouvernement, son attitude sera celle d'une opposition loyale (souligné par nous), aussi longtemps que ce gouvernement offrira des garanties pour l'activité politique des ouvriers, aussi longtemps qu'il combattra la contre-révolution bourgeoise par tous les moyens mis à sa disposition et qu'il ne gênera pas le renforcement social et organisatif des ouvriers. " (53)

La social-démocratie, sous la haute autorité du commissaire du Reich Severing, membre du SPD, utilisa bien tous les moyens " mis à sa disposition ", dont la Reichswehr; ce fut pour écraser l'insurrection ouvrière de la Ruhr (54). A cette " opposition loyale " aux bourreaux du prolétariat allemand, le KPD ajoutait quelque temps après une petite touche nationaliste : la politique du gouvernement Ebert était condamnée comme un " crime contre la nation tout entière " (55). Le KPD ainsi préfigurait aussi bien la tactique des " gouvernements ouvriers " et du " front unique " avec la social-démocratie, appliquée en 1923, que son " national-bolchevisme qui l'amenait la même année à pactiser peu ou prou avec les éléments nazis (56).

C'est contre cette politique opportuniste et comme parti de l'action révolutionnaire que naquit le KAPD. Celui-ci - en opposition à la IIIe Internationale - ne se concevait pas en opposition. Bien au contraire il affirmait que c'était le Spartakusbund (KPD) qui était en contradiction avec la ligne de l'Internationale. Le premier acte du KAPD, unanimement accepté par le congrès de fondation, fut de déclarer - et non de demander - son rattachement immédiat à la IIIe Internationale. (57)

Le KAPD s'inspirait pourtant dans son programme plus des thèses de Gorter et Pannekoek que de celles de l'I.C. Il était au départ, néanmoins, loin d'être aussi homogène que les Hollandais.

Avant la fondation du KAPD, l'opposition était constituée de quatre tendances :

- la tendance de Bremen (Brême)

Cette tendance avait organisé les premières unions dans le nord de l'Allemagne (58); antiparlementaire et antisyndicale, elle s'était vigoureusement démarquée du " national-bolchevisme " des Hambourgeois. Elle

refusera d'adhérer au KAPD; le prix de son retour dans le giron du KPD fut la dissolution de l'Union qu'elle avait créée et la participation aux élections.

- la tendance “ national-bolchevik ”.

Cette tendance, dont les chefs étaient Wolffheim et Laufenberg, était majoritaire à Hamburg (59). Elle préconisait la guerre révolutionnaire contre l'Entente, en s'appuyant sur l'Armée rouge. Théoriciens des Unionen, Wolffheim et Laufenberg propageaient simultanément des conceptions nationalistes étrangères au marxisme, et cela dès 1919 :

“ Les conseils d'entreprise deviennent l'élément du rassemblement national, de l'organisation nationale, de la fusion nationale, parce qu'ils sont l'élément de base, la cellule originelle du socialisme. ” (60)

Et le plus grave était que la tendance hambourgeoise concevait le nationalisme, et non l'internationalisme, comme une arme du prolétariat :

“ L'idée nationale a cessé d'être un moyen de puissance aux mains de la bourgeoisie contre le prolétariat et se retourne contre celle-ci ... La grande dialectique de l'Histoire fait de l'idée nationale un moyen de puissance du prolétariat contre la bourgeoisie. ” (61)

- la tendance unioniste antiparti de Rühle et Pfemfert.

Les unions qui comptaient en 1920 80.000 membres pour atteindre le chiffre maximum de 200.000 en 1921 n'avaient pas été admises dans le KAPD, qui tenait à une rigoureuse séparation entre parti et organisations d'usine. Une minorité ouvriériste, très forte en Saxe chez les ouvriers mais aussi chez les intellectuels comme Rühle, considérait que “ la révolution n'est pas une question de parti ”. Elle rejetait la notion de parti politique du prolétariat et niait toute centralisation d'organisation, au profit du fédéralisme, et même du localisme. Par son usinisme elle était plus proche de Gramsci que de Gorter, partisan d'un parti politique (62). Elle trouvait dans la revue politico-littéraire *Die Aktion* (63) un centre de regroupement de tous les

mécontents de la centralisation au sein du KPD (S), puis plus tard dans le KAPD. En 1919 la distance entre la tendance unioniste et la tendance national-bolchevik était mince; certains comme Rühle s'étaient fait, pour un court laps de temps, les propagateurs d'un national-communisme avant la lettre : le très radical Rühle dénonçait la paix de Versailles, signée par l'USPD, en des termes peu différents de ceux utilisés par Wolffheim et Laufenberg :

“ La paix USPD est la ruine de l'Allemagne, la fin de la révolution, l'étranglement du socialisme, la décadence de notre culture (sic) et l'anéantissement de notre futur. L'unique moyen de salut est le bolchevisme. ” (64)

- La tendance de Berlin.

Cette tendance était largement majoritaire dans l'Opposition, puis plus tard dans le KAPD, et ne se limitait pas à Berlin. Dirigée par des intellectuels, comme Schröder, Schwab et Reichenbach qui venaient tous du milieu étudiant socialiste (65), et des ouvriers, excellents organisateurs, comme Emil Sach, Adam Scharrer et Jan Appel (66), elle était rigoureusement centraliste. Elle ne concevait les Unions (Unionen) que comme une émanation du parti, et en conséquence rejetait toute forme de syndicalisme révolutionnaire, et encore plus le fédéralisme anarchisant. Elle était théoriquement influencée par Gorter plus que par Pannekoek, dans la mesure où ce dernier s'opposait à la théorie de la décadence de Rosa Luxemburg.

Vu le poids théorique des Hollandais dans le nouveau parti, constitué de trois tendances antagoniques, il était décisif que ceux-ci orientent la tactique du KAPD. C'est ce que fit Pannekoek, dans une lettre du 5 juillet 1920 adressée au parti (67). Tout en manifestant sa solidarité avec le KAPD et en déclarant l'agitation menée “ juste aussi bien principiellement que formellement ”, Pannekoek émettait d'expresses réserves. Ce qui n'était pas le cas de Gorter, qui par un télégramme se contentait de juger, sans critiques, les principes du KAPD “ magnifiques ” et offrait son entière collaboration écrite (68). Pannekoek, non sans raison et avec justesse, se montrait plus critique. Il rejetait la conception unioniste selon laquelle les organisations d'entreprise regrouperaient une minorité d'“ ouvriers éclairés ”, reconnaissant “ le rôle réactionnaire des

syndicats ”, et formant “ un petit groupe au milieu des larges masses, encore inactives, s'accrochant aux vieux syndicats ”. La double organisation, les unions à côté du KAPD, était inutile : unions et parti rassemblaient finalement les mêmes hommes. Pannekoek sentait que les unions étaient des “ groupes d'usine ” permanents du parti, élargis à des cercles d'ouvriers sympathisants, et non des “ groupes ouvriers ” s'organisant dans la lutte en comités d'action (*Aktionsausschüsse*). C'était une réalité que le KAPD dut admettre bien tardivement, et au prix de sa désagrégation (69), pour ne plus voir dans les Unionen que la matrice des comités d'action, selon un système pyramidal.

Il était important de ne pas confondre les conseils avec les unions, et les unions avec le parti communiste. L'avenir n'était pas aux Unionen mais aux soviets, rassemblant la majorité des ouvriers :

“ A la longue on aura : 1. comme fondement de la démocratie prolétarienne la concentration de tous les actifs d'une entreprise, qui par le biais de leurs représentants, conseils d'usine, prennent en main la direction politique et sociale - les soviets en Russie (et cette organisation calquée sur l'entreprise, rassemblant tous les ouvriers, est appelée la plupart du temps organisation d'usine). 2. comme minorité active consciente, prenant en main la direction (de ceux-ci) en période révolutionnaire, en raison de son clair jugement et de sa volonté révolutionnaire : les communistes. Un deuxième groupe minoritaire, presque exclusivement composé de communistes, à mon avis n'est pas utile. ”

Cette très grande perspicacité de Pannekoek est à mettre en parallèle avec la conception de Gorter, qui est usiniste par certains côtés (70) et même “ éducationniste ” : les unions éduquent les ouvriers conscients à l'idée des conseils, le parti communiste les ouvriers ayant un degré de conscience supérieur (71). Il est vrai que Pannekoek, même ici, a tendance à assimiler les conseils d'usine aux soviets (conseils territoriaux à la ville et à la campagne regroupant d'autres catégories que les ouvriers d'usine), dont ils ne sont qu'une partie. Erreur très fréquente dans le mouvement révolutionnaire de l'époque, qui doit être appréhendée comme un moment de la conscience que les conseils d'usine sont le centre de gravité révolutionnaire des soviets.

L'autre critique de Pannekoek porte sur l'existence du courant "national-bolchevik" dans les rangs du KAPD. Ce courant est une "aberration" monstrueuse dans le parti. Il rejoint les pires formes du nationalisme, par son antisémitisme. Pannekoek dénonçait en particulier les attaques antisémites auxquelles se livrent les Hambourgeois contre Levi : " parce que Levi est un juif, il jouerait la carte du capital financier juif ". Si le KAPD fait une critique juste du national-bolchevisme, elle reste néanmoins, selon Pannekoek, " encore beaucoup trop douce ". Il s'agit d'éliminer ce courant du parti :

" Vous sous-estimez le mal que (le national-bolchevisme) cause en sapant l'idée fondamentale du communisme dans son principe. A mon avis, vous ne pourrez pas cohabiter avec Laufenberg et Wolffeim. Si le KAPD veut devenir une force dirigeante, donnant l'orientation aux masses révolutionnaires d'Allemagne par une ferme clarté, il est nécessaire de présenter un clair point de vue, précisément dans la question nationale; le prochain congrès du Parti doit l'établir. " (Souligné par Pannekoek.)

Sur cette question, le KAPD n'avait aucune ambiguïté. Son congrès, tenu à Berlin, du premier au quatre août 1920, se traduisit par l'élimination complète des partisans du "national-bolchevisme" (72.). Cette décantation nécessaire du parti, souhaitée par Pannekoek, s'achevait finalement (73) quelques mois plus tard par le départ des éléments fédéralistes, hostiles à la centralisation, plus proches du syndicalisme révolutionnaire que du marxisme, et surtout hostiles à l'appartenance à la IIIe Internationale.

Pannekoek avait conclu sa lettre sur la question de l'appartenance à l'I.C. Le courant germano-hollandais, notre courante, écrivait-il - devait mener une lutte sans merci au sein de l'Internationale contre l'opportunisme, au cas où il deviendrait la " tactique internationale du communisme ". Dans cette condition, Hollandais et Allemands devaient " se préparer, comme minorité radicale, à être dans l'opposition ".

LE TOURNANT DU IIe CONGRES : MALADIE INFANTILE OU MALADIE OPPORTUNISTE DU COMMUNISME ?

Le IIe Congrès de l'I.C. se déroula en pleine " guerre révolutionnaire " de l'Armée rouge contre la Pologne, dont les bolcheviks espéraient qu'elle aurait inévitablement un effet d'entraînement révolutionnaire en Allemagne, puis en Europe occidentale. Dans ce contexte, le poids des bolcheviks russes dans l'Internationale est énorme. Malgré la présence d'éléments de la Gauche communiste, comme Bordiga, Pankhurst, les thèses de Lénine sur la tactique sont adoptées. Dans les faits, le programme du KPD de décembre 1918, base de fondation de l'I.C. avec le programme du PC russe, est abandonné. En préconisant un travail au Parlement et dans les syndicats en incitant le KPD à fusionner avec l'USPD et le Parti communiste anglais à entrer dans le Parti travailliste, l'I.C. rejetait les thèses de la Gauche pour celles de la droite. Le risque était grand de voir se former des partis de masses, encore fraîchement issus de la Deuxième Internationale et à peine épurés de leur majorité opportuniste. L'I.C. succombait au mirage du nombre. Zinoviev n'avait-il pas répondu à Wijnkoop - qui jouait au " radical " pour se faire pardonner sa politique pro-Entente pendant la guerre que " (le congrès) doit écouter les délégués (de l'USPD) qui compte 800.000 membres et parler à ces masses plutôt que d'écouter les conseils de Wijnkoop dont le parti après 15 ans d'activité compte environ 1.500 membres " ? (74) La voie était ouverte à la formation d'énormes partis comme en décembre 1920 avec la fusion de l'aile gauche des " Indépendants " avec le parti de Levi, donnant un parti de 400.000 membres; ou bien, en mai 1921, avec la formation du Parti communiste tchécoslovaque de Smeral regroupant 350.000 membres, soit l'énorme majorité des ouvriers de ce pays, un parti particulièrement opportuniste (75).

Il est certain que l'I.C. était consciente du danger (75bis). Elle reconnaissait être " menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore su rompre avec l'idéologie de la Deuxième Internationale ". Beaucoup de partis communistes conservaient des " éléments opportunistes et réformistes ". Déjà en 1919, la fusion des socialistes et des communistes hongrois avait coûté très cher (75). Contre ce risque d'envahissement, avaient été rédigées les 21 conditions d'admission à l'I.C. Celle-ci, bien que dirigées contre les éléments droitiers et centristes, valaient aussi contre le courant communiste de gauche. Le point 9 faisait une obligation aux partis communistes de travailler dans les syndicats. Le point 11 - au même titre que les thèses de Boukharine sur le parlementarisme - faisait implicitement un devoir de

faire élire des députés. Quant à la 21e condition, rédigée par Bordiga, elle excluait aussi bien la droite que la gauche, si celle-ci rejetait les points 9 et 11. Le point 12, préconisant “ une discipline de fer confinant à la discipline militaire ”, et dirigé contre les éléments dits anticentralistes (en fait méfiants à l’égard de Moscou), était lourd de menaces contre les gauches des P.C., qui étaient loin d’être fédéralistes à la façon de Rühle. Wijnkoop, qui était membre de la commission des conditions d’admission du Congrès, sut admirablement s’en servir pour éliminer la gauche du CPN, un an plus tard.

Mais l’I.C. ne souhaitait pas éliminer tout de suite la Gauche. Elle souhaitait l’utiliser, car elle estimait que le danger de droite était bien plus dangereux et que le “ radicalisme de gauche ” n’était finalement qu’une maladie bénigne. Lénine n’écrivait-il pas : “ ...l’erreur représentée par le doctrinarisme de gauche dans le mouvement communiste est, à l’heure présente, mille fois moins dangereuse et moins grave que l’erreur représentée par le doctrinarisme de droite... ” (76)

Le courant germano-hollandais, dans cette optique, n’avait pas été rejeté du IIe Congrès. Le KAPD avait délégué deux représentants, Jan Appel et Franz Jung, qui avaient exposé avant la tenue du congrès les vues de ce courant, et s’étaient formellement engagés, suite à la lettre ouverte de l’I.C. au KAPD (77), à exclure des rangs du parti à la fois le courant national-bolchevik ” et le courant antiparti de Rühle. Sans nouvelle de cette délégation, le KAPD avait envoyé une seconde délégation, composée de Rühle et de Merges. C’était la pire chose qu’il puisse faire.

En effet, Merges (78) et surtout Rühle - dont on ne savait s’il était membre ou non du parti (79) - représentaient la minorité fédéraliste qui souhaitait dissoudre le parti, et en général tous les partis communistes, dans un système d’unions. En ce sens, et par hostilité à toute centralisation internationale, elle rejetait implicitement l’existence d’une Internationale. Mais aussi, voyageant longuement en Russie, Rühle s’était convaincu que la révolution dégénérerait et que la dictature du parti bolchevik était “ le tremplin pour l’apparition d’une nouvelle bourgeoisie soviétique ”. Mais une chose était la situation russe, une autre celle de l’I.C., qui était encore en pleine ascension et regroupait des courants de gauche en désaccord avec les bolcheviks. Pourtant, les deux délégués - sans s’en référer au KAPD - renoncèrent de participer au

congrès, malgré la demande pressante de Lénine, Zinoviev, Radek et Boukharine, qui leur accordaient voix consultative. Sur le chemin du retour, sans même exiger l'acceptation inconditionnelle des décisions du congrès et l'entrée du KAPD dans le KPD, l'Exécutif leur accordait voix délibérative, et non plus voix consultative :

“ Alors que nous étions déjà à Pétrograd sur le chemin du retour, l'Exécutif nous envoya une nouvelle invitation au Congrès, avec la déclaration qu'au KAPD serait garanti pendant ce congrès le droit de disposer de la voix délibérative, bien qu'il ne remplisse aucune des conditions draconiennes de la Lettre ouverte (au KAPD) ou n'ait nullement promis de les remplir. ”

Rühle et Merges refusèrent. La possibilité de prendre contact avec d'autres gauches, dont celle de Bordiga, qui était présent, était rejetée, par légèreté et irresponsabilité. Il s'ensuivit une crise au sein du KAPD qui se solda par l'expulsion du courant de Rühle. Toutes les conditions exigées de l'IC. - sauf la fusion avec le KPD, qui fusionnait lui-même avec les Indépendants - étaient réalisées. Les courants “ national-bolchevik ” et “ antiparti ” avaient été exclus.

Gorter, s'appuyant sur la direction du KAPD à Berlin, poussa de toutes ses forces à l'adhésion à la IIIe Internationale. Il ne s'agissait pas de combattre l'Internationale, mais de se battre en son sein jusqu'à ce que triomphe le point de vue du KAPD. Cette attitude était peu différente de celle de la Gauche italienne. (80). Mais l'idée de former seulement une “ opposition ” et non une fraction internationale dans l'I.C. ne donnait pas la possibilité de développer une plate-forme internationale des gauches communistes, pour se structurer à l'échelle internationale.

Néanmoins, considérant que : “ (la troisième Internationale) (était) un gros progrès par rapport à la deuxième ” (81), Gorter - avec Karl Schröder et Fritz Rasch (82) - se rendit à Moscou en novembre 1920. A la suite de longues discussions, et compte tenu de son refus de fusionner avec le KPD et les Indépendants de gauche, le KAPD devenait “ parti sympathisant ” de la IIIe internationale avec voix consultative.

Cette adhésion fut saluée par la minorité du CPN. Elle s'inscrivait en faux contre l'affirmation de Wijnkoop

(83) selon laquelle “ des gens, comme Gorter, Pannekeek, Roland Holst et autres se placent eux-mêmes en dehors des rangs de l'Internationale communiste. Il s'agissait pour lui de montrer que les têtes de la gauche hollandaise étaient isolées maintenant, même du KAPD. Celui-ci, selon lui, perdrait rapidement son “ caractère d'opposition ”. Son espoir fut vite déçu.

“ LA MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME ” : LA REPONSE DE LA GAUCHE COMMUNISTE A LENINE

Lorsque Appel et Jung arrivèrent à Moscou, ils se virent remettre par Lénine en personne le manuscrit de *L'Extrémisme de gauche, maladie infantile au sein du communisme*, rédigé spécialement pour le IIe Congrès. La réponse de la Gauche hollandaise, mentor théorique du KAPD, ne se fit pas attendre. Ce fut Gorter qui fut chargé de faire la réponse à Lénine, dans une brochure éditée en hollandais, en allemand et en anglais. Gorter s'appuyait très largement sur le texte de Pannekoek, publié au printemps 1920 : *Révolution mondiale et tactique communiste* (84). La brochure de Gorter, écrite en juillet 1920 servit de base à l'argumentation contre Trotsky, lors d'une séance de l'Exécutif de Moscou de novembre 1920 (85). De véritable réponse, il n'y eut pas. Trotsky sortit l'argument maintes fois utilisé par la suite : quel nombre êtes-vous pour pouvoir défendre vos positions? Il affirmait que “ Gorter ne (parlait) qu'au nom d'un petit groupe qui n'exerce que peu d'influence sur le mouvement ouvrier occidental ”. Il cherchait à ridiculiser Gorter en ne voyant en lui qu'un doux poète : “ (Gorter) parle de la révolution en poète ”. Au lieu d'une réponse politique, on avait une attaque en règle contre la personne de Gorter : ce dernier avait un point de vue “ essentiellement individualiste et aristocratique ”. Gorter “ (était) surtout un pessimiste. Il ne (croyait) pas à la révolution prolétarienne ”. Gorter “ (avait) peur de la masse ”, etc.

Toutes ces accusations ne résistent guère à la lecture de la brochure de Gorter, qui - avec celle de Pannekoek - reste la critique la plus essentielle et la plus profonde qui ait été faite à la tactique de l'I.C. en 1920.

a. Cours historique et tactique opportuniste

Dans sa brochure, *La maladie infantile du communisme*, Lénine considérait que les “ Gauches ” cédaient à “ l’impatience révolutionnaire ”, ce qui constituait une “ maladie de croissance ”. Si cela pouvait s’appliquer aux Gauches anglaise et allemande, ce n’était certes le cas ni de la Gauche italienne (86) ni de la Gauche hollandaise. Pannekoek soulignait que “ la révolution en Europe de l’Ouest (est) un processus de longue durée ” (87). Avant même que Lénine affirmât au IIe Congrès que “ il n’existe pas de situation absolument sans issue ” (88) pour la bourgeoisie, Pannekoek - en août 1919 - écrivait que “ l’effondrement du capitalisme ” ne signifiait pas l’impossibilité d’une reconstruction : “ ...il est très vraisemblable que le capitalisme puisse encore une fois se tirer de cette crise. ” (89) La Gauche hollandaise était donc à l’opposé de conceptions immédiatistes, présentes dans l’I.C., qui voyaient dans la révolution un phénomène fatal. Si plus tard, à partir de 1922 - mais pour peu de temps (90) - Gorter se fit le chantre de la “ théorie de la crise mortelle ”, défendue par la “ tendance d’Essen ” du KAPD, ce n’était nullement le cas en 1920.

Dans sa *Réponse à Lénine*, Gorter montrait que le cours historique vers la révolution mondiale en 1920 dépendait étroitement des conditions subjectives :

“ ... l’exemple de l’Allemagne, de la Hongrie, de la Bavière, de l’Autriche, de la Pologne et des pays balkaniques nous enseignent que la crise et la misère ne suffisent pas. La plus épouvantable crise économique est là, et pourtant la révolution ne vient pas. Il doit y avoir encore un autre facteur qui amène la révolution à l’existence, et qui, s’il fait défaut, la fait avorter ou échouer. Ce facteur, c’est l’esprit de la masse. ”

Cet “ esprit de la masse ”, Pannekoek - qui ne manquera pas de critiquer les formulations de Gorter qu’il jugeait trop idéalistes (91) - le nomme plus exactement conscience de classe. De cette conscience participent les avant-gardes du prolétariat qui déterminent et orientent le cours révolutionnaire. Or, souligne Gorter, “ sauf en Allemagne, il n’existe nulle part une avant-garde véritable ”. Les révolutionnaires en Europe occidentale sont finalement en retard. Ils en sont “ à ce point de vue au même stade que (les bolcheviks) en

1903". L'erreur des Russes dans l'I.C. a été de vouloir rattraper ce retard en cherchant des raccourcis tactiques, qui s'expriment dans une tactique opportuniste sacrifiant la clarté et le processus de développement organique au forçage de la croissance numérique à tout prix.

L'opportunisme dans la IIIe Internationale a pour cause la stagnation de la révolution et la faiblesse des partis communistes. C'est la défaite de 1919 et de 1920 en Allemagne, souligne Pannekoek, qui a entraîné la "division" dans le mouvement communiste en deux tendances : une tendance radicale qui défend les "principes nouveaux" et entend provoquer "un clivage net et clair"; une tendance opportuniste qui "fait ressortir ce qui unit plutôt que ce qui sépare". L'opportunisme est d'autant plus dangereux qu'il ne donne que trop souvent "dans la déclamation frénétique", et peut mener au putschisme en "tablant uniquement sur une grande action et une seule". Pannekoek avait visiblement en tête toute l'attitude de Wijnkoop, "radical de la phrase" par excellence, et celle de l'USPD, qui en janvier 1919 pousse à l'insurrection à Berlin. Une telle tendance qui "ne s'intéresse qu'à l'immédiat sans se soucier de l'avenir" et "reste à la surface des choses au lieu d'aller à la racine" souffrait de la maladie de l'immédiatisme.

La Gauche hollandaise retournait ainsi l'accusation de Lénine que la Gauche serait impatiente : la pire maladie du communisme, présente dans la droite, c'est l'immédiatisme dont le corollaire est l'impatience qui ne recherche que le succès instantané.

Il est intéressant de noter que, pourtant, Gorter et Pannekoek, qui analysent les racines de l'immédiatisme, en voient des causes différentes. Pour Gorter, il ne fait pas de doute que les bolcheviks russes en 1920 restent profondément révolutionnaires; ils se trompent en voulant "accélérer la révolution générale européenne"; il leur faut "tout de suite la participation de millions d'hommes". Pannekoek souligne au contraire que les bolcheviks jouent un rôle conservateur dans l'Internationale en s'identifiant à l'Etat russe et à "sa bureaucratie ouvrière Cet Etat, dont l'Internationale doit être rigoureusement indépendante, recherche un modus vivendi avec l'ouest, avec le risque de sacrifier l'intérêt de la révolution mondiale. Cette analyse préfigurerait celle que fera la Gauche italienne quelques années après.

b. Le rôle du parti communiste; “ masses et chefs ”

Dans sa brochure, Lénine accusait la Gauche hollandaise et allemande d’avoir une mentalité de cercle et de “ nier la nécessité du parti et de la discipline du parti ”. Ce qui était juste pour le courant de Rühle et les “ conseillistes ” hollandais des années 30, mais ne l’était nullement pour Gorter et le Pannekoek des années 1920 (92).

Au contraire, chez les Hollandais, il y avait une grande importance donnée au rôle du parti, aussi bien avant que pendant la révolution. Mais le parti n’est pas une fin en soi; reprenant la conception de Rosa Luxemburg, les théoriciens hollandais affirment que les communistes “ travaillent à la préparation de leur propre déclin ” (93) dans la société communiste.

Le parti communiste ne pouvait être qu’un produit et une arme de la révolution. La définition du parti par Bordiga comme un programme et une volonté d’action se retrouvait aussi dans la Gauche hollandaise :

“ Un parti a pour tâche de propager à l’avance des connaissances claires, pour qu’apparaissent au sein des masses des éléments capables, dans ces moments-là, de savoir ce qu’il convient de faire et de juger de la situation par eux-mêmes. Et, pendant la révolution, le parti doit établir le programme, les mots d’ordre et les directives que les masses, agissant spontanément, reconnaissent comme justes, parce qu’elles y retrouvent sous une forme achevée, leurs propres buts révolutionnaires et parviennent, grâce à eux, à y voir plus clair. ”

La fonction du parti n’était donc pas seulement programmatique; c’était une fonction active de propagande et d’agitation. Même si les masses ouvrières agissaient spontanément, le parti ne tombait pas dans le spontanisme, comme forme de suivisme de l’action de ces masses. Le parti n’était pas fondu dans la masse mais son avant-garde par ses mots d’ordre et ses directives. Le parti orientait et “ dirigeait la lutte ”. Ce rôle de direction n’était pas un rôle d’état-major, où le parti commanderait la classe à la façon d’une armée. Le parti ne commandait pas mais dirigeait la révolution. La révolution ne se décrète pas; elle est “ l’œuvre des masses ” et se “ déclenche spontanément ”. Si certaines actions du parti pouvaient être le point de départ de la révolution - “ cela n’arrive que rarement toutefois ” - le facteur décisif était la

germination de la conscience de classe, qui préparait les actions spontanées du prolétariat. Il n'y avait donc pas de génération spontanée de la révolution mais un cheminement de la conscience de classe qui la déterminait. Ce sont " les facteurs psychiques profondément enfouis dans l'inconscient des masses " qui créaient la spontanéité apparente de l'activité révolutionnaire. La fonction du parti était précisément de " toujours agir et parler de manière à réveiller et fortifier la conscience de classe des ouvriers ". (Souligné par Gorter.)

Cette fonction du parti déterminait la structure et le fonctionnement de l'organisation communiste. Au lieu de regrouper d'énormes masses, au prix de l'édulcoration des principes et au risque de la gangrène opportuniste, le parti devait rester " un noyau aussi résistant que l'acier, aussi pur que le cristal ". Cette idée d'un parti-noyau impliquait une sélection rigoureuse des militants. Mais la gauche hollandaise ne faisait pas du petit nombre une vertu éternelle; la croissance organique du parti se faisait à partir d'un solide noyau et non d'une nébuleuse informe :

" Si... nous avons le devoir de nous renfermer pour un temps encore dans le petit nombre, ce n'est pas parce que nous éprouvons pour cette situation une prédilection particulière, mais parce que nous devons en passer par là pour devenir forts. "

De façon assez maladroite, Gorter - au prix d'un paradoxe dans son argumentation - se laissait emporter par la polémique contre l'Exécutif de l'I.C. qui ne voyait dans la Gauche communiste que des " sectes " :

" Une secte, alors ? dira le Comité exécutif... Parfaitement, une secte, si vous entendez par là le noyau initial d'un mouvement qui prétend à la conquête du monde. "

Tout aussi maladroite était l'argumentation sur le fonctionnement centralisé du parti communiste. A la suite du KAPD, Gorter opposait le " parti des chefs " et le " parti des masses ", 'dialectique' que Pannekoek d'ailleurs refusa d'adopter. Il est visible que toute la Gauche a été traumatisée par la scission d'octobre 1919, à Heidelberg, où la minorité s'appuyant sur une direction non représentative du KPD, exerçant par des manœuvres sa dictature sur le parti, expulsa la majorité. Cette direction de chefs autoproclamés, comme

Levi, Brandler et Clara Zetkin, s'opposait à la volonté et à l'orientation des masses ouvrières du parti. Le "Parti des chefs" c'était le parti qui nourrissait non la démocratie interne du parti, mais la dictature d'une clique, de haut en bas, en s'appuyant sur la conception de Lénine : un "parti de fer" et une "discipline de fer" - de tels partis "écrasent l'opposition". Le "parti des masses" - et non le parti de masses, que rejette la Gauche se construisait de "bas en haut" avec les ouvriers révolutionnaires du parti.

Gorter, et toute la Gauche communiste avec lui - à l'exception de tendances anarchisantes - ne niait pas la nécessité d'un fonctionnement unitaire du parti, nécessairement centralisé et discipliné. Gorter, qui est souvent et faussement présenté comme le don Quijote de la "lutte contre les chefs", voulait en fait de vrais chefs, une vraie centralisation et une vraie discipline de parti :

"... nous sommes encore à la recherche de chefs véritables qui ne cherchent pas à dominer les masses et ne les trahissent pas, et aussi longtemps que nous ne les aurons pas, nous voulons que tout se fasse de bas en haut, et par la dictature des masses elles-mêmes... Cela vaut aussi en ce qui concerne la discipline de fer et le centralisme renforcé. Nous en voulons bien mais seulement après avoir trouvé les véritables chefs, pas avant."

Les implications de ces formulations, ambiguës, sont que le KAPD serait, momentanément, un parti sans véritables chefs, sans discipline et sans centralisation. Ce qui n'était nullement le cas. Gorter semblait, dans l'absolu, renvoyer au futur ce qui était une tâche immédiate. La décapitation du KPD en 19, privé de ses meilleurs chefs (Rosa Luxemburg, Liebknecht, Levine et Jogiches), expliquait sans doute cette conception.

En fait, de façon intuitive, Gorter développait une idée qui sera celle de toute la Gauche communiste, italienne incluse, après la Deuxième guerre mondiale. Dans les partis révolutionnaires, il n'y a plus, comme dans la IIe et la IIIe Internationales, de 'grands hommes' ayant un poids écrasant dans l'organisation. Le caractère de l'organisation révolutionnaire était plus impersonnel et plus collectif. Bordiga pouvait ainsi écrire que "la révolution se lèverait terrible et anonyme" (94). Gorter remarquait ce fait en 1920, dans un pays développé

comme l'Allemagne :

“ N'avez-vous pas remarqué, camarade Lénine, qu'il n'existe pas de 'grands' chefs en Allemagne? Ce sont tous des hommes très ordinaires. ”

L'existence de 'grands hommes' dans un mouvement, la personnalisation de ce dernier, apparaît ainsi comme un signe de faiblesse et non de force. Il est plus propre aux pays sous-développés - où la conscience et la maturité au prolétariat sont moindres, d'où la nécessité des “ chefs ” -, qu'aux pays industrialisés. Dans ceux-ci, les traditions historiques de lutte créent une conscience de classe beaucoup plus homogène. L'importance des “ chefs ” décroît en proportion du degré de conscience de masses ouvrières plus aguerries.

c. La “solution ouest-européenne ” et la tactique du prolétariat

L'idée essentielle défendue par la Gauche hollandaise est que la tactique préconisée en Europe occidentale est trop “ russe ” et donc inapplicable. Telle quelle, la tactique de Lénine “ ne peut que conduire le prolétariat occidental à sa perte et à des défaites terribles ”. A la différence de la révolution russe, qui s'était appuyée sur des millions de paysans pauvres, la révolution en Occident sera plus purement prolétarienne. Le prolétariat dans les pays avancés n'a pas d'alliés potentiels, ni la paysannerie ni la petite-bourgeoise urbaine. Il ne peut compter que sur son nombre, sa conscience et son organisation distincte. Le prolétariat est seul et se dresse contre toutes les autres classes de la société:

“ Les ouvriers en Europe occidentale sont tout seuls. Car, d'autre part, c'est seulement une couche toute mince de la petite-bourgeoise pauvre qui les aidera. Et celle-ci est économiquement insignifiante. Les ouvriers devront porter tout seuls le poids de la Révolution. Voilà la grande différence avec la Russie. ”

Ce qui est vrai au niveau social l'est encore plus au niveau politique. Les forces politiques, qui représentent les différentes tendances et les différents intérêts des couches bourgeoises et petites-bourgeoises, ne sont plus désunies mais unies contre le prolétariat. A l'ère de l'impérialisme “ les différences entre libéral et

clérical, conservateur et progressiste, grand-bourgeois et petit-bourgeois disparaissaient ". Cela se vérifie dans la guerre impérialiste, et encore plus dans la révolution. Toutes les forces de l'appareil politique du capital forment bloc contre le prolétariat révolutionnaire à l'unité du prolétariat dans la révolution répond l'unité de toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises., et non leur division :

" Unis contre la révolution et, de ce fait, au fond, contre tous les ouvriers, car seule la révolution peut apporter une amélioration réelle à tous les ouvriers. Contre la révolution tous les partis s'accordent sans divisions. "

En conséquence, la Gauche communiste rejette toute possibilité 'tactique' d'opérer un front uni que avec ces partis, fussent-ils de 'gauche'; elle rejette l'idée d'un gouvernement ouvrier " préconisée par le KPD (S) et Lénine.

La nouvelle période historique, celle de la guerre et de la révolution, a effacé les " différences " et " différends " entre la social-démocratie et les partis bourgeois :

" Assurément on doit dire que ces différences entre social-démocrates et bourgeois se sont réduites à presque rien au cours de la guerre et de la révolution et qu'elles ont habituellement disparu. "

Tout gouvernement " ouvrier " - souligne Pannekoek est par essence contre-révolutionnaire. " Cherchant par tous les moyens à éviter que la brèche ne s'élargisse au flanc du capitalisme et que le pouvoir ouvrier ne se développe, il se comporte en contre-révolutionnaire actif ". Le rôle du prolétariat est non seulement de le combattre mais de le renverser pour un gouvernement communiste.

On remarquera que l'analyse de la Gauche sur la nature des partis social-démocrates est encore marquée d'hésitations. Tantôt la social-démocratie apparaît comme l'aile gauche de la bourgeoisie, tantôt comme des " partis ouvriers ". La tactique de la Gauche hollandaise apparaît chez Gorter peu claire ; aucun soutien à la social-démocratie, de droite et de gauche, dans les élections, mais appel à l'action commune : " à la grève, au boycott, à l'insurrection, aux combats de rue et surtout aux conseils ouvriers, aux organisations

d'entreprise ". Ce qui revient en fait à dire qu'un front unique " à la base " et " dans l'action " pourrait s'établir avec ces organisations.

Le changement de période historique a modifié profondément en conséquence la tactique du prolétariat en Europe occidentale. Celle-ci s'est simplifiée en tendant directement vers la prise de pouvoir révolutionnaire. Cela ne signifie pas que la révolution prolétarienne sera plus facile en Occident que dans un pays ; sous-développé comme la Russie. Elle sera au contraire plus difficile : contre la force d'un capitalisme " encore puissant ", " les efforts exigés des masses par la situation sont encore beaucoup plus grands qu'en Russie ". Ces facteurs objectifs (force économique du capital, unité des classes contre le prolétariat) pèsent peu, cependant, face au retard des conditions subjectives de la révolution. La Gauche hollandaise, comme d'ailleurs la Gauche italienne, souligne le poids énorme des préjugés " démocratiques " dans le prolétariat. L'héritage " démocratique " est le principal facteur d'inertie au sein du prolétariat. C'est la principale différence avec la révolution russe. Pannekoek l'exprime en ces termes :

" Dans ces pays, le mode de production bourgeois, et la haute culture qui lui est liée depuis des siècles, ont imprégné en profondeur la manière de sentir et de penser des masses populaires. "

Le mode de pensée prolétarien se trouve faussé par cette " culture " dont les expressions les plus typiques sont l'individualisme, le sentiment d'une appartenance à une " communauté nationale ", la vénération de formules abstraites du genre de la 'démocratie'. La puissance des vieilles conceptions dépassées de la social-démocratie, la croyance aveugle - traduisant un manque de confiance en lui-même - du prolétariat dans les " chefs qui, des dizaines d'années durant, avaient personnifié la lutte, les buts révolutionnaires ", et enfin le poids matériel et moral des anciennes formes d'organisation, " machines gigantesques créées par les masses elles-mêmes "; autant de facteurs négatifs qui confortent " la tradition bourgeoise ".

Il s'ensuit que la question fondamentale dans les pays développés d'Europe occidentale est la rupture avec l'idéologie bourgeoise, travestie en tradition spirituelle. Celle-ci en se présentant comme " culture " est " un facteur d'infection et de paralysie " des masses. La contradiction entre l'immaturation du prolétariat, trop

habitué à raisonner en termes d'idéologie et la maturité des conditions objectives (effondrement du capitalisme) " ne peut être résolue que par le processus du développement révolutionnaire ", par " l'expérience directe de la lutte ".

La tactique suivie par le prolétariat dans la période révolutionnaire doit nécessairement s'adapter " au stade d'évolution atteint par le capitalisme ". Les méthodes de lutte et les formes de combat changent à " chacune des phases " de l'évolution capitaliste. Le prolétariat doit donc " surmonter la tradition des phases précédentes " en premier lieu la tradition syndicaliste et la tradition parlementariste.

d. La question syndicale

A la différence des anarchistes, Gorter et Pannekoek ne rejettent pas de tout temps les tactiques parlementaire et syndicale. Depuis 1914, elles ne sont plus des " armes pour la révolution " (Gorter). Parlements et syndicats expriment désormais le " pouvoir des chefs " sur " les masses ". Terminologie quelque peu 'idéaliste', escamotant la question fondamentale : est-ce le fonctionnement interne - les 'chefs' - ou la structure même des syndicats qui sont devenus impropres à la lutte révolutionnaire? Cette confusion de terminologie ne manqua pas d'être critiquée âprement par Lénine.

Dans *La Maladie infantile du communisme*, Lénine affirmait qu'il fallait par tous les moyens, même les moins avouables, pénétrer en force dans les syndicats pour les conquérir, Il les mettait sur le même plan que le mouvement de Zoubatov (95) en 1905, auquel adhéraient les ouvriers russes:

" Il faut... même user - en cas de nécessité - de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste. " (96)

La réponse de la Gauche hollandaise n'est ni morale ni moralisante, mais historique. La situation de 1920 n'est plus celle de 1905. Les syndicats en Allemagne, pays le plus représentatif de l'Europe occidentale, sont passés du côté de la bourgeoisie et n'ont plus d'ouvrier que son sang sur les mains. Ce ne sont pas

seulement de 'mauvais' chefs, mais la 'base' syndicale qui participe à la répression de la révolution (97) :

“ Les syndicats sont employés par les chefs et par la masse des membres comme arme contre la révolution. C'est par leur aide, par leur soutien, par l'action de leurs chefs et en partie aussi par celle de leurs membres que la Révolution est assassinée. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec l'aide des syndicats. Les grèves en faveur de la révolution sont brisées. Croyez-vous, camarade, qu'il soit possible que des ouvriers révolutionnaires restent ensuite dans de telles organisations ? ”

Dans la période révolutionnaire, il n'existe plus de syndicats 'apolitiques' ou 'neutres', qui se contenteraient d'actions économiques en faveur de leurs adhérents. “ Chaque syndicat, même chaque groupement ouvrier, joue un rôle de parti politique pour ou contre la révolution. ” A la différence de la Gauche italienne qui préconisait le “ front unique syndical ”, en rejetant le “ front unique politique ”, la Gauche hollandaise refusait tout “ frontisme ”.

Les syndicats, “ organisations naturelles pour l'unification du prolétariat ” à l'origine, se sont transformés progressivement en organisations anti-ouvrières. Leur bureaucratisation, où l'appareil des fonctionnaires domine les ouvriers, correspond à une quasi-fusion avec l'Etat. Les syndicats se comportent comme l'Etat capitaliste en brisant par leur “ loi ” (règlements, statuts) et par la force toute révolte contre leur 'ordre' :

“ Les syndicats ressemblent également à l'Etat et à sa bureaucratie en ceci que, malgré un régime démocratique, les syndiqués n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux dirigeants; un ingénieux système de règlements et de statuts étouffe en effet la moindre révolte avant qu'elle puisse menacer les hautes sphères. ”

Au même titre que l'Etat capitaliste, les syndicats ne sont pas à conquérir mais à détruire. Toute idée de reconquérir les syndicats et de les transformer en organes communistes' ne peut être que la pire illusion réformiste - Gorter compare à plusieurs reprises Lénine à Bernstein. Former une opposition dans les syndicats - dans la tactique de Lénine - qui soit communiste est un non-sens, car “ la bureaucratie sait parfaitement s'y prendre pour juguler une opposition avant que celle-ci ne la menace vraiment ”. Dans

l'hypothèse absurde où l'opposition s'emparerait de la direction en chassant les 'mauvais' chefs, elle se conduirait exactement comme ces derniers

“ Remplacez, dans les vieux syndicats, une bureaucratie constituée par un personnel nouveau et, en peu de temps, vous verrez que celui-ci aussi acquerra le même caractère qui l'élèvera, l'éloignera, le détachera de la masse. 99 pour 100 d'entre eux deviendront des tyrans, au côté de la bourgeoisie. ” (98)

Ce n'est donc pas le contenu de l'organisation syndicale qui est mauvais ('mauvais' chefs et 'aristocratie ouvrière' dans la conception de Lénine), mais la forme d'organisation, laquelle “ réduit les masses à l'impuissance La révolution n'est donc pas une; question d'injection d'un contenu nouveau, révolutionnaire dans les anciennes formes d'organisation du prolétariat. Il n'y a pas, dans la conception de la Gauche communiste, de forme séparée de son contenu révolutionnaire. La forme n'est pas indifférente (99). Dans ce sens, la révolution est aussi une question de forme d'organisation, au même titre qu'elle est une question du développement de la conscience de classe, son contenu.

Cette forme ne peut être que les conseils ouvriers en période révolutionnaire,, ou plus exactement les organisations d'usine. Celles-ci sont un dépassement du corporatisme des vieux syndicats de métier et la seule forme de l'unité de la classe ouvrière. Leurs hommes de confiance, contrairement aux syndicats, sont révocables à tout moment. La Gauche hollandaise, sur ce point ne fait que reprendre à son compte l'exemple russe, où les conseils d'usine et non les syndicats ont réalisé la révolution. Cependant, certaines affirmations de la Gauche hollandaise laissent planer des ambiguïtés et montrent un manque de cohérence :

- tout en prêchant la destruction des syndicats, elle affirme que les conseils fourniront “ les bases de nouveaux syndicats ”;
- elle confond les Unionen allemandes avec les conseils d'usine, formés au sein des conseils ouvriers;
- elle vante l'exemple des syndicats révolutionnaires IWW américains et du “*Rank and File Movement*” anglais, bien que rejetant toute forme syndicale;

- elle préconise une forme d'usinisme où l'usine est tout: " la révolution en occident ne peut être organisée que sur la base d'usines et dans les usines "; la formation d'organismes territoriaux dépassant le cadre de l'usine n'est pas abordée.

Sur ces questions, la Gauche hollandaise n'allait pas à la racine du problème syndical. Il s'agissait de voir si le " déclin du capitalisme " proclamé par la IIIe Internationale entraînait l'impossibilité de réformes durables ; celles obtenues naguère au XIXe siècle par les syndicats réformistes, étaient-elles possibles depuis la guerre ? Des organismes ouvriers purement économiques et revendicatifs pouvaient se vider de leurs objectifs de classe, sous la pression de l'Etat, et être amenés à la collaboration de classe. Ou, dans le meilleur des cas, disparaître, comme pour les Unionen. Le problème essentiel était de voir si réellement des organismes permanents de type revendicatif étaient encore possibles. C'est en fait beaucoup plus tard que la Gauche germano-hollandaise trancha dans le sens du rejet de tout organisme économique permanent.

e. Le rejet du " parlementarisme révolutionnaire "

A la différence du courant de Bordiga, la Gauche hollandaise avait longtemps tenu pour secondaire la question de la participation aux élections. Pour cette raison, elle fait une distinction assez peu convaincante entre un pouvoir bourgeois 'matériel' incarné par les syndicats et un pouvoir bourgeois 'spirituel', incarné par le Parlement. Pourtant, elle définit le parlementarisme comme une force matérielle active, contre-révolutionnaire, entravant la conscience de classe. D'autre part, dans la définition marxiste, l'idéologie apparaît comme une force matérielle.

En fait, l'illusion électorale est un poison pernicieux (100) pour le prolétariat. Celle-ci se rattache aux illusions réformistes et place les ouvriers sous la coupe de chefs parlementaires qui les ont " amené à la guerre, à l'alliance avec le capitalisme " (idem).

Elle paralyse l'activité révolutionnaire et développe la passivité :

" Le parlementarisme constitue la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs, où les masses elles-

mêmes n'ont qu'un rôle subalterne. Dans la pratique, il consiste à remettre la direction effective de la lutte à des personnalités à part, les députés; ceux-ci doivent donc entretenir les masses dans "l'illusion que d'autres peuvent à leur place mener le combat ... Le parlementarisme a la tendance inévitable de paralyser l'activité des masses nécessaire à la révolution... Tant que la classe ouvrière est portée à croire à la possibilité d'un chemin plus facile, où d'autres agissent à sa place ... elle hésitera et demeurera passive, sous le poids des vieilles façons de penser et des vieilles faiblesses " (PANNEKOEK, *op. cit.*, cité par Gorter, *Réponse au camarade Lénine.*)

Il s'ensuit que l'action 'révolutionnaire' de députés, même communistes devient impossible. L'ère des Liebknecht et des Höglund (en Suède) qui pouvaient utiliser la tribune parlementaire est définitivement close. Avant et pendant la guerre, donc avant la révolution, ces deux modèles de 'parlementarisme révolutionnaire' pouvaient exercer "une grande influence" (idem); mais depuis la révolution russe, leur action "n'eut plus aucun effet". Même si le prolétariat envoyait au Parlement des Liebknecht, et non des Levi ou des Wijnkoop, le résultat sera négatif : "une très grande partie de la masse se satisferait de (leurs) discours et (leur) présence au Parlement serait ainsi nuisible". (Gorter, idem)

Cependant, sur ce point, la Gauche germano-hollandaise n'aborde guère le problème de la fonction du parlementarisme depuis la guerre. Celle-ci avait montré que le centre de gravité de la politique se déplaçait des parlements dans le gouvernement, se plaçant au-dessus des affrontements d'intérêts bourgeois et devenant le véritable centre de toutes décisions. Dans cette période historique nouvelle, qui fut analysée plus tard comme celle du "capitalisme d'Etat", les élections apparaissaient comme un moyen efficace de détourner les ouvriers du chemin révolutionnaire, en entretenant toutes sortes de mystifications sur la "démocratie bourgeoise". Cette question de la fonction du parlementarisme dépassait largement celle des "chefs" se substituant à l'activité des masses.

Faute d'analyser en profondeur la fonction nouvelle du parlementarisme, la Gauche hollandaise ne répond pas vraiment sur le fond à Lénine. Elle critique surtout les arguments 'pragmatiques' de ce dernier. Le premier de ces arguments est qu'il serait "futile" de faire de la propagande dans le Parlement "pour la

conquête des ouvriers et des éléments petits-bourgeois ” non communistes. Mais, souligne Gorter, ceci est un argument fallacieux, car ceux-ci “ n’apprennent ordinairement rien par leurs journaux ” du contenu des interventions de députés ouvriers. Par contre, Ils peuvent beaucoup mieux connaître les positions révolutionnaires par les “ réunions, les brochures et les journaux ” communistes.

Le deuxième argument de Lénine - utiliser le Parlement pour profiter des divisions entre partis bourgeois et même passer des compromis’ avec certains d’entre eux - est le plus dangereux, même s’ils se rapporte circonstanciellement au cas anglais. La tactique de Lénine était en effet, faute d’un véritable parti ouvrier en Grande-Bretagne, “ dans l’intérêt de la Révolution ”, d’accorder un certain soutien parlementaire (101) aux travaillistes, pour affaiblir la bourgeoisie. Mais, réplique Gorter, les divisions au sein de l’appareil politique bourgeois sont des “ divisions insignifiantes ”. Cette tactique ne peut aboutir qu’à l’exemple pitoyable d’un Levi - lors du putsch de Kapp (mars 1920) - proclamant son “ opposition loyale ” au gouvernement social-démocrate. Cette politique au lieu de dévoiler l’unité de toute la bourgeoisie contre le prolétariat lui fait au contraire accroire qu’un compromis est toujours possible “ avec les bourgeois dans la révolution ”, Toute politique parlementariste mène inévitablement à une politique de compromission avec la bourgeoisie, culminant dans la formation de “ gouvernements ouvriers ”. Le résultat est une régression politique du mouvement révolutionnaire : dans une période où le “ réformisme ” est devenu impraticable, la tactique de Lénine ramène le prolétariat sur le terrain réformiste de la IIe Internationale. Et au lieu de rompre avec le vieux système démocratique, les partis communistes se transforment en organismes légalistes régressant vers la vieille social-démocratie :

“ Le parti communiste se change en formation parlementaire, avec un statut légal identique à celui des autres, plongé dans les mêmes querelles, une version nouvelle de la vieille social-démocratie, mais avec des mots d’ordre extrémistes...”

La Gauche hollandaise s’arrête là dans son argumentation. Elle élude, faute d’expérience historique, le problème de savoir si une version nouvelle de social-démocratie dans les partis communistes est possible. D’autre part, si les partis communistes devenaient “ social-démocrates ”, à l’exemple du SPD allemand, cela

ne peut signifier qu'une chose : ces partis se transforment en partis de gauche de la bourgeoisie.

f. “ L'argument du méridien ”

Toute l'argumentation de la Gauche hollandaise s'appuie sur l'exemple de l'Europe occidentale. Cela signifie-t-il que la tactique des communistes de gauche ne s'appliquerait pas dans les pays économiquement arriérés? Ou, au contraire, la tactique développée depuis le Congrès de Bakou en septembre 1920 (102) de soutien aux “ luttes de libération nationale ” serait-elle valable dans ces pays? La réponse de la Gauche hollandaise reste assez contradictoire. Gorter et Pannekoek divergent même dans leur analyse. Gorter semble ne voir la possibilité d'une révolution prolétarienne qu'en Europe occidentale et - à la rigueur - en Amérique du Nord. Trotsky reprochera à Gorter, non sans raison, d'utiliser “ l'argument du méridien ” (103), en envisageant deux tactiques fondées sur la simple géographie économique. Gorter établit en effet une frontière rigide, quelque peu simpliste, entre deux possibilités tactiques :

“ Si l'on va de l'est de l'Europe à l'Ouest, on traverse à un certain endroit, une frontière économique. Elle est tracée de la Baltique à la Méditerranée, à peu près de Danzig à Venise. C'est la ligne de partage de deux mondes. A l'ouest de cette ligne, le capital industriel, commercial et bancaire unifié dans le capital financier développé au plus haut degré, domine presque absolument. Le capital agricole même est subordonné à ce capital ou a dû déjà s'unir à lui. Ce capital est hautement organisé et se concentre dans les plus solides gouvernements et Etats du monde. A l'est de cette ligne n'existe ni cet immense développement du capital concentré de l'industrie, du commerce, des transports, de la banque, ni sa domination presque absolue, ni par conséquent l'Etat moderne solidement édifié. ” (GORTER, *op. cit.*)

En fait, cet “ argument du méridien ” recoupe deux problèmes, mal séparés dans la démonstration de Gorter. Chez lui, comme chez les marxistes (104) est affirmé avec force que l'épicentre de la révolution mondiale se trouve en Europe occidentale; de cet épicentre s'étendra le séisme révolutionnaire au reste du monde. Il n'est nullement dit, comme le fera par la suite Trotsky, que pourraient s'édifier des “ Etats-Unis socialistes d'Europe ”, qui ne seraient que “ une forme de paneuropéisme, voire un national-communisme européen.

Chez Gorter, comme chez tous les bolcheviks, la révolution ne pouvait être que mondiale.

Le deuxième problème est celui de l'unité de la tactique mondiale du prolétariat, sur la base des nouveaux principes (dictature des conseils, boycott des élections, rejet du syndicalisme) établis par l'expérience révolutionnaire. Gorter semblerait considérer que la tactique de Lénine était bonne en Russie, mais serait mauvaise en Occident. En réalité, Gorter montre que la révolution s'est accomplie en Russie contre le Parlement, et sans les syndicats, en s'appuyant sur les conseils d'usine. Et " c'est seulement après la révolution " qu'est venue l'alliance avec la paysannerie.

La faiblesse de l'argumentation de Gorter se trouve non dans l'insistance sur le rôle décisif du prolétariat occidental dans la révolution mondiale mais dans le manque d'insistance sur l'unité de tactique et de principe dans les pays développés comme dans les pays sous-développés. C'est seulement plus tard, en 1923 (cf. infra) que Gorter affirmera que la tactique communiste de gauche est aussi valable dans les pays sous-développés d'Asie, où le prolétariat doit être rigoureusement indépendant de tous les partis bourgeois et s'allier au prolétariat des pays développés, pour former une même unité.

Par contre la position de Pannekoek est beaucoup plus ambivalente. De façon voilée, Pannekoek critique fortement Gorter : " Considérer la révolution mondiale uniquement dans une optique ouest-européenne, c'est s'interdire d'en saisir la portée universelle. "

Pannekoek insiste plus que Gorter sur l'unité de la lutte révolutionnaire par-delà les 'méridiens', par-delà les continents :

" Il incombe aux travailleurs d'Europe de l'Ouest et des USA, unis aux multitudes d'Asie, de conduire à bonne fin le dur combat en vue d'anéantir le système capitaliste. Ce combat ne fait encore que commencer. Lorsque la révolution allemande aura pris un tournant décisif et réussi sa jonction avec la Russie, que des luttes de masses révolutionnaires éclateront en Angleterre et en Amérique, que les Indes se trouveront en proie à l'insurrection, que le communisme s'étendra du Rhin à l'océan Indien, alors la révolution mondiale abordera sa phase la plus violente. "

Mais, de l'autre côté, Pannekoek manifeste en 1920, après la nouvelle défaite du prolétariat allemand, un grand scepticisme sur la capacité du prolétariat d'Europe occidentale d'être le foyer de la révolution mondiale. Il en vient même à se répandre en déclamations lyriques sur " la grande révolte de l'Asie contre le capital ouest-européen concentré en Angleterre ", qui conjuguée avec la révolution prolétarienne en Occident, fera de Moscou la " capitale de l'humanité nouvelle ". Cet enthousiasme et cette fascination pour les " multitudes " d'Asie préfigurent ceux du congrès de Bakou où sera prêchée la " guerre sainte révolutionnaire " de l'orient contre l'Occident. Pannekoek ne va pas jusqu'à ce point; mais il en est bien proche en soutenant presque les mouvements de libération nationale en Asie dont il espère - en dépit d'un nationalisme que soulignera par contre Gorter - qu'ils " adopteront une mentalité communiste et un programme communiste ". Ce mouvement d'enthousiasme pour les " multitudes d'Asie ", enthousiasme peu fréquent chez le scientifique Pannekoek, fut de courte durée. En 1921, la rupture avec l'I.C. lorsque la question russe se posa violemment à la suite de Kronstadt et de la NEP, mit fin chez Pannekoek à l'espoir de faire de Moscou la " capitale de l'humanité nouvelle ".

Il fallait un grand courage à Pannekoek et, surtout, à Gorter pour critiquer Lénine, qui jouissait déjà d'un véritable culte dans l'I.C., alors au sommet de son éclat. Accusés d'infantilisme, tous deux - comme porte-parole des gauches communistes hollandaise, allemande et anglaise, montraient une grande maturité et une maturation de leur théorie. La réponse à Lénine de la Gauche hollandaise reste la seule réponse systématique, argumentée et solide du communisme de gauche de l'époque aux positions développées par Lénine.

NOTES

(1) Cf. l'introduction historique de Pierre BROUE, p. 27-38, *Premier congrès de l'Internationale communiste*,

EDI, Paris, 1974. Textes intégraux publiés sous la direction de Pierre Broué.

(2) Cf. M.C. WIESSING, *Die Holländische Schule des Marxismus*, VSA-Verlag, Hamburg, 1980, p. 44.

(3) Arthur RANSOME, *Sechs Wochen in Russland*, 1919, cité dans *De Tribune* en septembre 1919 par Wijnkoop. Ransome, un brillant écrivain britannique, semble avoir été le seul journaliste non communiste présent au premier congrès du Komintern.

(4) La Ligue américaine de propagande socialiste naquit en 1916 au sein du Parti socialiste, dans le Massachusetts, contre l'orientation électoraliste de la direction du parti. Elle publia *The internationalist* qui combattit la majorité orientée vers le pacifisme en 1917. En 1919, elle prit la dénomination d' "Aile gauche du parti socialiste" , et publia à Boston - sous la direction de Fraina l'hebdomadaire *Revolutionary Age*. Dans ses Thèses, elle se prononçait en 1919 pour la sortie de la IIe Internationale et le rattachement à la IIIe Internationale; pour l'élimination des revendications réformistes contenues dans la plate-forme du P.S.

(5) Louis Fraina (1894-1953); né en Italie du Sud, avait émigré aux USA avec ses parents à l'âge de 2 ans. A 15 ans il devenait membre du SLP deléoniste qu'il quitta en 1914. Il devint membre du PS américain et actif, avec J. Reed, dans son aile gauche, qui décida la scission lors d'une conférence en juin 19. De cette scission naquit le Communist Labor Party de John Reed et le Communist Party of America de Fraina - le plus avancé théoriquement en septembre 1919. Après la conférence d'Amsterdam, de février 1920, il participa au IIe Congrès de l'I.C., après avoir été lavé du soupçon d'être 'un agent provocateur'. Il prit alors avec Katayama et l'Américain Charles Philippe la direction du "Bureau panaméricain du Komintern" à Mexico, en 1920-21, sous le pseudonyme de Luis Corey. En 1922, il cessait de militer et se faisait connaître comme journaliste sous ce pseudonyme. Devenu professeur d'université en économie, ils se fit par la suite essentiellement valoir pour ses ouvrages d'économie.

(6) Les IWW furent à la tête de la grève de Seattle qui se généralisa à Vancouver et Winnipeg, au Canada. La même année 19, éclatèrent des grèves très dures chez les métallos de Pennsylvanie. Ces grèves furent combattues par les syndicats et durement réprimées par la police patronale et le gouvernement fédéral. En

Argentine, la " Semaine sanglante " de Buenos Aires se solda par des dizaines de morts chez les ouvriers. A l'extrême sud du continent, les ouvriers agricoles de Patagonie en grève furent sauvagement réprimés. Pour les USA, cf. J. BRECHER, *Streiks und Arbeiterrevolten*, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt, 1975.

(7) " Lettre d'invitation au congrès ", in BROUE, op. cit., p. 40.

(8) La première Union (AAU) qui ne soit pas anarcho-syndicaliste - comme dans la Ruhr - naquit à l'automne 1919 à Bremen. Son organe *Kampfruf* (Flugzeitung für die revolutionäre Betriebsorganisation) affirmait clairement qu'elle ne voulait pas " devenir un nouveau syndicat ". Se prononçant " pour la conquête du pouvoir politique ", l'AAU de Bremen dénonçait les syndicalistes comme " des adversaires de la dictature politique du prolétariat ". (*Kampfruf*, n° 1, 15 oct. 19, " Was ist die AAU? ").

(9) Cité par André PRUDHOMMEAUX, *Spartacus et la commune de Berlin 1918-1919*, 'Spartacus', p. 55.

(10) Bordiga était le plus ferme partisan de cette séparation entre Internationale politique et Internationale d'organisations économiques. Jusqu'en 1920, l'I.C. acceptait dans ses rangs aussi bien des organisations communistes que des syndicats nationaux, régionaux de métier et d'industrie. Cela dura jusqu'à l'instauration de l'Internationale syndicale rouge (Profintern). Le KAPD voulait instaurer, à côté de l'Internationale communiste, une Internationale des organisations d'entreprise sur des bases politiques : antiparlementarisme, destruction des syndicats contre-révolutionnaires, conseils ouvriers, destruction de l'Etat capitaliste.

(11) Lettre de la Fraction communiste abstentionniste du PSI au comité de Moscou de la IIIe Internationale, 10 nov. 1919, in *Invariance* n° 7, 1969.

(12) S. PANKHURST, Pensée et action communistes dans la IIIe Internationale, publié dans *Il Soviet* de Bordiga le 20 Sept. 1919.

(13) War van Overstraeten (1891-1981), peintre; d'abord anarchiste, il devint pendant la guerre le rédacteur

en chef du journal des Jeunes Gardes Socialistes : Le Socialisme, zimmerwaldien. Il est à l'origine du Groupe communiste de Bruxelles, fondé en 1919, qui devait publier le 1er mars 1920 *L'Ouvrier communiste* (*De Kommunistische Arbeider* en Flandre). Il défendit au second congrès de l'I.C. les thèses antiparlementaires de Bordiga. Il fut l'un des principaux artisans de la fondation du PC belge en novembre 1920, auquel adhéra la Fédération flamande en décembre (*De Internationale*). Au IIIe Congrès de l'I.C., il se trouvait très proche du KAPD. Sous la pression de l'I.C., il dut admettre le groupe centriste : " Les Amis de l'Exploité " de Jacquemotte et Massart, en septembre 1921, lors du congrès d'unification. Contrairement à Bordiga, il continua toujours à défendre les positions antiparlementaires. (pour le congrès de 1921, cf. *Documents sur la fondation du parti communiste de Belgique*, reprint " Cahiers marxistes ", 1971, Bruxelles.) Hostile aux partis " masses " et à la " bolchevisation ", il fit partie en 1927 du Groupe unifié de l'opposition. Il fut exclu avec l'opposition en 1929 et devint proche de la Ligue des communistes internationalistes de Hennaut, fondée en 1931 après la séparation d'avec l'aile trotskyste de Lesoil. En Espagne de 1931 à 1935, en contact avec des groupes de la gauche communiste. Il se retira par la suite de tout engagement politique.

(14) Une forte opposition s'était constituée dans le PC bulgare autour d'Ivan Gantchev, journaliste et traducteur de Goethe. C'est lui qui se chargea de traduire en bulgare un certain nombre d'ouvrages de Gorter. En Hongrie, les positions antiparlementaires furent connues grâce au groupe de communistes hongrois exilés à Vienne, après la fin de la " Commune hongroise ". Au sein de ce groupe, Lukacs était antiparlementaire, tandis que Bela Kun préconisait une tactique curieuse : participation aux élections pour les dénoncer; aucun envoi de députés au parlement. En Suède, la Fédération de la jeunesse social-démocrate (*Socialdemokratiska ungdomsförbundet*) de C.J. Björklund, qui avait adhéré à l'I.C. en mai 1919, était résolument antiparlementaire; en contact en 1920, avec le KAPD, elle dénonçait l'opportunisme de Höglund au Parlement, ce dernier étant présenté par Lénine comme le 'Liebknecht' suédois. L'antiparlementarisme s'étendit jusqu'à l'Amérique latine au sein du Partido socialista internacional d'Argentine futur parti communiste d'Argentine, créé en décembre 1920 - se forma en 1919 une forte minorité, se réclamant de Bordiga, préconisant le boycott des élections.

(15) Quelques semaines avant de rédiger sa “ Réponse à Lénine ”, Gorter écrivait le 1er mai 1920 à Lénine ces mots : ‘je ne suis pas un adversaire du parlementarisme. Je vous écris cela seulement pour vous montrer - à vous et au comité central combien il est dangereux de trop parler en faveur des communistes opportunistes.’ (Cité par WIESSING, *op. cit.*, p. 91.)

(16) Karl HORNER (Pannekoek), “ Taktische und organisatorische Streitfragen ”, in *Der Kommunist* (Bremen); 13 décembre 1919.

(17) A. PANNEKOEK, “ De strijd over de kommunistische taktiek in Duistland ”, in *De Nieuwe Tijd*, 1919, p. 695.

(18) Sylvia Pankhurst (1882-1960) avait milité dans le mouvement des ‘suffragettes’ fondé par sa mère Emma. Elle avait fondé en 1914 l’East London Federation of Suffragettes qui publiait *The Womens Dreadnaught*. Sous l’effet de la guerre, son mouvement rompit avec le féminisme. Il se transforma en 1917 en Workers socialist federation; dont l’organe était *The Workers Dreadnaught* (“ Le Cuirassé ouvrier ”). Elle prit parti pour les bolcheviks. En 1919, elle est présente au congrès de Bologne du PSI. Elle devient correspondante rémunérée de *L’Internationale communiste*, organe de l’I.C. Elle participe activement, de retour d’Italie, à la Conférence de Frankfurt puis à la conférence d’Amsterdam. Refusant toute tactique parlementaire et tout entrisme dans le Labor Party, elle contribue en juin 1920 à la fondation du Communist Party (British Section of the Third International). Elle défendra la même année, avec le shop steward Gallacher, les positions antiparlementaires et antisyndicales au IIe Congrès de l’I.C. Son parti est obligé de fusionner, en janvier 1921 à Leeds, avec le CP of Great Britain (CPGB), qui défend l’orthodoxie de l’I.C. *The Workers Dreadnaught* reste l’organe indépendant de sa tendance dans le PC ‘unifié’. Jetée en prison par le gouvernement britannique, elle sera libérée pour être exclue du CPGB, avec ses partisans, en septembre 1921. En février 1922, elle fondera avec les exclus le *Communist Workers Party*, section de la KAI de Gorter, qui subsistera jusqu’en juin 1924. Sylvia Pankhurst, à partir de cette date, cesse d’être une communiste de gauche et une militante prolétarienne. Elle revient à ses premières amours féministes et se prend de passion pour l’espéranto. Elle devient même en 1928 l’apôtre d’une croisade ‘antifasciste’. Elle

forme en 1932 un “*Womens International Matteoti Committee*”, mouvement féministe antifasciste. Elle soutient le Négus, lors de la guerre de 1935 entre l'Italie et l'Éthiopie. Elle part en Ethiopie pour devenir finalement catholique. Amie du Négus, elle meurt à Addis-Abeba en 1960, où elle est enterrée.

(19) La lettre de Pankhurst et la réponse de Lénine (août 1919) se trouvent dans *Die Kommunistische Internationale* n° 4-5, p. 91-98. (“ Der Sozialismus in England ”).

(20) ZINOVIEV, “ Le parlementarisme et la lutte pour les soviets ”, in Pierre BROUE, *Du premier au deuxième congrès de l'Internationale communiste*, EDI, Paris, 1979, p. 107-112.

(21) Le KAPD était très hostile à l'anarcho-syndicalisme, représenté par la FAUD, née en 1919, qui prit en mars 1920 une position attentiste, lors du putsch de Kapp, alors que la Gauche communiste participait aux combats armés dans la Ruhr. Le KPD, de son côté, ne dédaignait pas le syndicalisme de la FAU de Gelsenkirchen, qui en 1920-21 passa sous son contrôle.

(22) Cf. Peter KUCKUK, *Bremer Linksradikele bzw. Kommunisten von der Militärrevolte im November 1918 bis zum Kapp-Putsch im März 1920*, Thèse, Hamburg, 1970; p. 296-297.

(23) Radek tentera néanmoins de s'opposer de sa prison à la volonté de scission de Levi. Une fois celle-ci consommée, Lénine, mis au courant, se prononça pour l'unité du parti, voyant dans l'opposition un signe de jeunesse et d'inexpérience.

(24) A. PANNEKOEK, sous le pseudonyme de K. Horner : “ Die Gewerkschaften ”, in *Der Kommunist*, 28 janvier 1920. Du même, voir aussi “ Der Weg nach rechts ”, in *Der Kommunist*, 24 janvier 1920.

(25) Cette citation et la suivante sont extraites de l'article de Karl Horner : “ Der neue Blanquismus ”, *Der Kommunist*, 1920, n° 27. Republié dans le recueil de H.M. BOCK, A. Pannekoek, *H. Gorter. Organisation und Taktik der proletarischen Revolution*, Frankfurt am Main, 1969.

(26) K. HORNER, *Der Kommunist*, n° 22, 1920. Cité par H.M. BOCK.

(27) K. HORNER : “ Taktische und organisatorische Streitfragen ”, *Der Kommunist*, 13 déc. 1919. La publication de l'article de Pannekoek était une contribution à la discussion sur le parlementarisme au sein de l'organisation brêmeise. Celle-ci publia des articles de Paul Levi en faveur du parlementarisme signe d'un glissement à droite qui devait bientôt se confirmer.

(28) Avant son éclatement en 1982, le courant “ bordiguiste ” envisageait de participer éventuellement aux élections dans certaines “ aires géographiques ” du tiers monde, où la “ révolution bourgeoise ” serait encore à l'ordre du jour.

(29) Cf. WIESSING, *op. cit.*, p. 97-103.

(30) Cf. A. PANNEKOEK, *Herinneringen* (“ Souvenirs du mouvement ouvrier; Souvenirs d'astronomie ”), Van Gennep, Amsterdam, 1982, p. 196-199.

(31) C'est ce que déclara Wijnkoop au congrès de Groningue du CPN en juin 1919. Gorter rompit toute relation personnelle avec lui.

(32) *De Tribune*, 7 mai 1920.

(33) Sur les autres questions - parlementarisme, syndicalisme Wijnkoop resta silencieux. A son retour en Hollande, il se chargea de faire appliquer la ligne de l'I.C. dans le CPN.

(34) Il est difficile de savoir si Rutgers ou Pannekoek, ou les deux ensemble, ont rédigé ces Thèses sur le parlementarisme.

(35) Les Thèses du Bureau d'Amsterdam furent publiées comme propositions dans l'organe de l'I.C. en janvier 1920 : “ Vorschläge aus Holland ”, in *Die Kommunistische Internationale*, n° 4-5. Traduction dans Pierre BROUE, *op. cit.*, p. 364.

(36) C'est cette version que cite Lénine dans *La maladie infantile du communisme*.

(37) TROTSKY, *Terrorisme et communisme*, Ed. "Prométhée", Paris, 1980, p. 119 : " ...la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de sa vision théorique, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient en un appareil de domination du travail. " Ce texte de Trotsky de 1920, qui prêche la militarisation du travail a été republié par les " bordiguistes " français comme " l'un des textes les plus magnifiques de Trotsky " (cf. Présentation).

(38) Carl Stucke était l'un des dirigeants de la tendance brême. D'abord antiparlementaire, au moment de la Conférence d'Amsterdam, il défendit quelques mois plus tard la participation aux élections en avril 1920. (Cf. KUCKUK, *op. cit.*)

(39) Sneevliet ne souffla mot pendant la conférence. Il était accompagné du sino-indonésien Tjun Sju Kwa, correspondant du CPN en Indonésie, présenté comme un " camarade chinois " (sic).

(40) Il s'agit sans doute du pseudonyme du Russe Borodine, chargé du secrétariat du Bureau lationo-américain, et plus tard agent du Komintern en Chine, où il joua un rôle non négligeable dans la défaite du prolétariat chinois, avec la politique d'adhésion du PC chinois dans le Kuomintang.

(41) La conférence d'Imola du 10 octobre 1919 était une rencontre internationale de quelques délégués d'Europe occidentale avec la direction du PSI, à titre d'information. Sauf Pankhurst, les délégués étaient loin d'être à gauche. La conférence de Francfort de décembre 19 n'avait qu'un caractère informel. Le Secrétariat qui en sortit comprenait Radek, Levi, Thalheimer, Bronski, Münzenberg et Fuchs, qui représentaient la tendance de droite de l'I.C.

(42) Le courrier de Fraina, Nosovitsky, qui participait à la conférence, était en fait un policier. D'origine russe, par haine de la Révolution russe, il s'était mis au service de la police fédérale américaine. Quand Nosovitsky fut démasqué finalement lors de la conférence d'Amsterdam, les soupçons se portèrent sur Fraina. Il fallut une commission d'enquête de l'I.C., siégeant à Moscou, pour blanchir totalement Fraina. Au cours de la conférence, la police néerlandaise enregistra tous les débats d'une salle voisine de la salle de

conférence, et elle communiqua à la presse bourgeoise contenu des interventions, résolutions et noms des participants. Plusieurs des délégués furent arrêtés par la police, dont Clara Zetkin. *Het Handelsblad*, l'un des plus fameux quotidiens d'Amsterdam, lié à la haute bourgeoisie d'affaires néerlandaise, donne des précisions fort intéressantes sur la conférence dans son numéro du 14 février 1920. Il indique que à partir du 3 février, la conférence se déroula d'abord dans la maison de Mannoury, puis dans celle de Wijnkoop et enfin au bureau de *De Tribune* à Amsterdam. Elle se déplaça ensuite en dehors d'Amsterdam dans la maison de Rutgers à Amersfoort. Le choix de tels lieux, connus et surveillés depuis longtemps en permanence par la police, montrait de grandes négligences des organisateurs de la conférence sur le plan de la sécurité, et surtout une inexpérience du travail clandestin. Enfin, selon le quotidien, le gouvernement des Soviets avait envoyé 20 millions de roubles en diamants pour le Bureau d'Amsterdam. Il précise, pour le premier jour, la composition des participants hollandais, particulièrement ceux qui étaient " hôtes " : Sneevliet, Louis de Visser, du CPH; Bouwman du NAS; De Ligt, ancien membre du Bond van Christen-Socialisten; Kruyt, de la même organisation " socialiste-chrétienne "; Heleen Ankersmit, secrétaire du Bond van Sociaal-Democratische Vrouwenclubs (" Clubs de femmes social-démocrates "), amie de Clara Zetkin, et traductrice pendant la conférence; Richard André Manuel, militant actif de la République des conseils hongrois en 1919, qui s'était réfugié ensuite aux Pays-Bas et avait adhéré au CPH. Pannekoek constate dans ses *Mémoires* l'absence de tout travail conspiratif chez les Hollandais : " Ici tout talent de conspiration nous faisait défaut; au moment du déjeuner, nous essaimions vers un café ayant un jardin, nous continuions nos discussions à nos tables en plusieurs langues et devons sûrement avoir donné au public l'impression d'une conférence internationale. " (*Herinneringen*, p. 198.)

(43) Cf. le récit - souvent tendancieux - de Clara Zetkin présenté au IIIe Congrès du KPD, le 26 février 1920 (in Broué, *op. cit.*, p. 412-420). Zetkin y exigea que le Bureau soit transporté en Allemagne, en conséquence la dissolution du Bureau d'Amsterdam.

(44) Cf. la conception du " One big union " des IWW, rassemblant tous les syndicats d'industrie. Fraina avait été membre de l'IWW.

(45) BSP = parti socialiste britannique, créée en 1911; il est la principale force constituante du CPGB né en juillet 1920. ILP = Indépendant Labor Party, créé dans les années 1890 à partir de la société fabienne; non marxiste, il dénonça la guerre, en 1914; mais son point de vue était pacifiste.

(46) En Italie, la tendance " centrisme " était représentée par le courant dit " maximaliste " de Serrati, combattu par Bordiga.

(47) P. BROUÉ, *op. cit.*, p. 384.

(48) Le Sous-bureau devint après le II^e congrès de l'I.C. le Bureau panaméricain du Komintern. Installé à Mexico, il était composé du Japonais Katayama, de Fraina et d'un Nord-Américain utilisant différents pseudonymes à consonance espagnole.

(49) Le procès-verbal du congrès de fondation du KAPD a été republié : " Bericht über den Gründungs-Parteitag der KAPD am 4. und 5. April in Berlin ", avec une introduction de H.M. BOCK, in *Jahrbuch Arbeiterbewegung* 5, Frankfurt/Main, 1977.

(50) *De Tribune*, 8 mai 1920, soutient le KPD. *De roode Vaan* publia dans les numéros 11 et 12 (juin et juil.) le programme du KAP.

(51) Abraham (Bram) Korper est l'un des futurs chefs du KAPN.

(52) Le NAS avait une fédération des transports, à la tête de laquelle se trouvait Sneevliet, à droite dans le CPN, et très syndicaliste. Le NAS, d'orientation anarcho-syndicaliste avec des sympathies pour Wijnkoop, était la 'bête noire' de la Gauche dans *De Roode Vaan* depuis qu'il avait interdit en septembre 1919 toute discussion sur le parlementarisme en son sein. (Cf. *De Roode Vaan* n° 2, sept. 19)

(53) *Die Rote Fahne*, 26 mars 1920. Cité dans la brochure du KAPD : *Die KPD im eigenem Spiegel*, 1926. Cette brochure est un véritable 'florilège' de citations sur l'opportunisme du KPD.

(54) Cf. A. MEINBERG, *Aufstand an der Ruhr*, Verlag Roter Stern, Frankfurt, 1973. Témoignage d'un des chefs communistes de l'insurrection de la Ruhr sur la répression menée par Severing.

(55) *Die Rote Fahne*, 7 avril 1920. Cité par le KAPD, dans " *Die KPD im eigenem Spiegel* ", p. 25.

(56) L'année 1923 est l'année de la 'ligne Schlageter' dans le KPD; Schlageter était un nazi, fusillé par l'armée française, pour sabotage dans la Ruhr occupée. Il fut présenté comme un " héros " par Radek. Celui-ci déclarait dans la *Rote Fahne* du 23 juin 1923 : " La forte insistance sur la nation en Allemagne est un acte révolutionnaire, comme l'insistance sur la nation dans les colonies. " Ce nationalisme était partagé par la " gauche " du KPD, présentée comme " gauchiste " ou " ultragauche ". Ainsi, Ruth Fischer faisant un débat contradictoire avec de jeunes nazis dans un lycée et exaltant " notre patrie allemande " (Cité par Pfemfert, *Die Aktion*, n° 14, 31 juillet 1923.)

(57) " Bericht über den Gründungsparteitag der KAPD ", *op. cit.*, p. 207. Le congrès décida d'envoyer Appel et Jung à Moscou, pour signifier cette adhésion à l'I.C.

(58) Cf. KUCKUK, *op. cit.*, p. 318-349.

(59) Mais la tendance national-bolchevik était combattue à Hambourg par Appel et Carl Happ, futurs dirigeants du KAP. Elle était forte aussi à Francfort, mais exceptionnelle ailleurs.

(60) *Kommunistische Arbeiter-Zeitung (KAZ)* de Hambourg, 3.6.1919.

(61) *KAZ* Hamburg, n° 19, janvier 1920, " Volkskrieg und Volksorganisation ", article de Erler (=Laufenberg).

(62) " Les communistes doivent être l'avant-garde des masses ...Ils doivent être le noyau pur, cristallin des masses... Le parti communiste international est le seul qui conduit et vers la révolution et vers le socialisme. " (GORTER, août 1919, *De Grondslagen van het communisme*, Amsterdam, 1920.)

(63) *Die Aktion* fut fondée en 1911 par F. Pfemfert, qui devint membre du KAP en 1920-1921, jusqu'à son

départ. Par la suite, la revue s'orienta vers les positions de l'AAUE. Cf. recueil de textes de Plemfert : *Ich setze diese Zeitschrift wider diese Zeit*, Luchterhand, 1985.

(64) Otto RÜHLE, *Der USP Frieden!*, Dresden, 1919.

(65) Cf. H.H. MÜLLER, *Intellektueller Linksradikalismus in der Weimarer Republik*, Scriptor Verlag, 1977.

(66) Après la scission de mars 1922, où Schröder, Schwab, Reichenbach et Emil Sach décidèrent de fonder une KAI, la direction du KAP était composée exclusivement d'ouvriers, à l'exception de l'avocat Ludwig Barbasch (1892-1967), connu sous le pseudonyme de Fedor Günther, dans la revue *Proletarier*. Ce dernier était un militant de premier plan. En 1918-1919, pendant la révolution, il fut " ministre d'Etat sans portefeuille " dans le gouvernement des conseils du Meklenburg. Condamné à mort après la défaite de la révolution, il fut gracié. Il fut un dirigeant du KAPD de 1924 à 1933. Jeté par les nazis dans camp de concentration de Brandenburg de mars à septembre 1933, il put émigrer en Palestine. Il revint en Allemagne après la guerre et fut un avocat d'affaires à Wiesbaden de 1958 à sa mort. (Cf. *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, KG Saur, München-London-Paris, 1980.)

(67) KAZ Berlin, n° 112, " Ein Brief des Genossen Pannekoeks ".

(68) Ibidem.

(69) En 1921 et après le KAPD préconisa la formation de comités d'action, qui devaient être rattachés aux Unions. La séparation de l'AAU du KAPD en 1929 aboutit à la dislocation du KAPD, qui subsista comme petit groupe légal jusqu'en 33; la fusion de l'AAU et de l'AAUE donna la KAU, en 1931, rattachée au GIC hollandais.

(70) " Dans les usines le prolétaire signifie quelque chose. là il est combattant, parce qu'ouvrier. Là il peut se manifester comme homme libre, comme libre combattant. Là il peut être actif chaque jour, chaque heure dans les débats, dans la lutte. Là, parce que la révolution vient des usines, il peut combattre en acte, avec

les armes.” (GORTER, *Die Klassenkampf-Organisation des Proletariats*, Berlin, 1921.)

(71) “ L’organisation d’usine donne à ses membres la connaissance la plus générale de la révolution, par exemple la connaissance de la nature et de la signification des conseils ouvriers (soviets) et de la dictature du prolétariat. Le parti rassemble les prolétaires qui ont une connaissance plus grande, plus profonde.” (Idem, texte republié par H.M. BOCK, *op. cit.*, p. 228-246.)

(72) Cf. procès-verbal du congrès consacré à la question du national-bolchevisme : *Protokoll des 1. ordentlichen Parteitages der KAPD vom 1. bis 4. August 1920 in Berlin*, réédité par Clemens KLOCKNER, Verlag für wissenschaftliche Publikationen, Darmstadt, 1981. Ceux des militants de Hambourg qui avaient suivi Wolffheim et Laufenberg dans la scission revinrent par la suite dans le KAPD, mais individuellement.

(73) Après le départ de Rühle et de sa tendance “ saxonne ” ce fut le tour de Pfemfert et de ses amis de quitter le KAP. Cf. *Protokoll des ausserordentlichen Parteitages der KAPD vom 15.18. Februar 1921 im Volkshaus zu Gotha*, procès-verbal réédité par C. KLOCKNER, Darmstadt, 1984.

(74) *Protokoll des II. Kongresses der K.I.*, Hamburg, 1921, p. 133.

(75) Après l’acceptation des communistes allemands des Sudètes, le KPT comptait 400.000 membres, sur une population de 12 millions d’habitants. Smeral avait été social-patriote en 1914.

(75 bis) “ Conditions d’admission des partis dans l’I.C. ”

(76) LENINE, *La maladie infantile du communisme*, p. 108, Editions de Pékin, 1969.

(77) Lettre ouverte aux membres du KAPD (2 juin 1920); traduction par Pierre BROUE, *op. cit.*, p. 224-242. L’I.C. exigeait, outre l’exclusion du “ national-bolchevisme ” et de Rühle, l’acceptation des résolutions du II. Congrès, l’envoi de délégués à Moscou pour le congrès, et la formation d’un bureau d’organisation provisoire entre le KPD et le KAPD.

(78) August Merges (1870-1945), dirigeant du “Revolutions Club” et du Spartakusbund à Braunschweig pendant la guerre; arrêté en 1916 pour antimilitarisme, il devient en novembre 18 président de la république des conseils de Braunschweig. En février 1919, élu député, au Landtag et au Reichstag, il abandonna ostensiblement son mandat et devint antiparlementaire. Membre du KAPD, contrairement à Rühle, il resta dans le parti au moins jusqu'en 1921, avec Pfemfert. Unioniste AAU-E, il devint membre, après 1926, du Spartakus n° 2 de Pfemfert, qui publiait la revue Spartakus, jusqu'en 1933. Sous le nazisme, dirige un groupe clandestin, dit 'Merges-Gruppe' jusqu'en 1935, date de son arrestation. Condamné à la forteresse, il n'en sortit qu'à la fin de la guerre, en 1944, pour mourir peu après en mars 1945. il est donc inexact que Merges soit retourné au KPD et ait été tué par la SS en 1933. Cette version a été reprise par Bock – et Pierre Broué. (Cf. P. BERGER, *Brunonia mit rotem Halstuch. Novemberrevolution in Braunschweig 1918/19*, SOAK-Verlag, 1979.)

(79) La KAZ de Berlin prétendit dans son numéro 146 (oct. 1920) que Rühle n'avait jamais été membre du KAPD, et ne pouvait donc avoir été exclu du parti. Après le retour de Rühle, le KAP s'était solidarisé avec Rühle; son premier congrès ne “reconnaissant pas le droit au Comité exécutif de l'I.C. de se mêler des affaires du KAPD”. Le rapport de Rühle sur son voyage en Russie fut publié dans *Die Aktion*, “Bericht über Moskau”, numéros 39-40, 2 octobre 1920.

(80) C'est seulement en 1925, surtout chez Onorato Damen plus que chez Bordiga, qu'est envisagée la formation d'une fraction dans le PCd'I. L'idée de fraction internationale sera développée par la Gauche italienne en exil, après son exclusion de l'I.C. en 1926.

(81) H. GORTER, “Die KAPD und die dritte Internationale”, *KAZ* Berlin, n° 162 (déc. 1920). La discussion menée avec Lénine fut pour Gorter une immense déception politique : “J'ai été stupéfait de voir que Lénine n'avait en tête que la Russie et considérait tout le reste exclusivement du point de vue russe. Il n'est pas ce qui me semblait aller de soi - le leader de la révolution mondiale; il est le Washington de la Russie.” (J.C. DOORENBOS, *Wisselend Getij*, Amsterdam, 1964, p. 44-52.)

(82) Sous forme romancée, Karl Schröder fit un récit de son voyage en Russie avec Gorter (*Die Geschichte Jan Beeks*, 1929). Fritz Rasch, ouvrier de Berlin, était l'un des fondateurs du KAPD; il se retira de l'activité politique après 1923.

(83) *De Roode Vaan*, n° 4, 1921, "Wijnkoop over de taktische stroomingen in de Derde Internationale".

(84) Bien que Pannekoek n'estimât pas nécessaire de répondre à ce texte de Lénine, qui "n'apportait pas d'arguments nouveaux", sa brochure est inséparable de celle de Gorter, qui en donne de très larges extraits. Traduction dans *Invariance* n° 7, 1969; la postface est traduite dans le recueil de Serge BRICIANER, *Pannekoek et les conseils ouvriers*, EDI, 1969. La traduction française de la "Réponse à Lénine" est celle de Prudhommeaux, publiée en 1930 par des dissidents de la Gauche italienne. Il vaut mieux, par souci d'exactitude, se reporter au texte allemand republié par "Verlag-Association" de Hambourg en 1974 : *Offener Brief an den Genossen Lenin. Eine Antwort auf Lenins Broschüre 'Der linke Radikalismus - Die Kinderkrankheit im Kommunismus'*.

(85) *Bulletin communiste* n° 34, 18 août 1921 : "Réponse au camarade Gorter", par Trotski, 24 nov. 1920. Lénine, plus fraternel, à la fin d'une discussion avec Gorter, lui avait affirmé "L'avenir dira qui de nous deux a raison."

(86) Les éléments les plus impatients de la gauche du PSI étaient ceux de l'Ordine nuovo de Gramsci, à Turin.

(87) PANNEKOEK, *Weltrevolution und kommunistische Taktik*, Wien, 1920. Traduction partielle par Serge BRICIANER, p. 163-201, *op. cit.* Les citations de Pannekoek qui suivent sont tirées de la traduction de Serge Bricianer.

(88) LENINE, *Discours aux congrès de l'Internationale communiste*, p. 66, Editions sociales, 1973.

(89) K. HORNER : "Der Zusammenbruch des Kapitalismus" ("L'effondrement du capitalisme"), *Die*

Kommunistische Internationale, n° 4/5, 1919. En 1919, l'organe de l'I.C. publiait beaucoup de textes de la Gauche communiste hollandaise et anglaise; en 1920, il n'y en eut plus. Un changement manifeste...

(90) Dans une lettre au Danois Andersen-Harild du 10.4.1926, Gorter critique la conception de la " crise mortelle du capitalisme " qui apparaît dans le KAPD être " un dogme " (souligné par Gorter) " au lieu (d'être vue) comme une possibilité ou tout au plus une probabilité ". Critique nette de tout 'fatalisme révolutionnaire'. (La lettre se trouve à l'Arbejderbevaegelsens Bibliotek og Arkiv (ABA) de Copenhague, qui dispose d'un important matériel de la Gauche communiste allemande et danoise.)

(91) L'article de Pannekoek : " Marxismus und Idealismus ", publié dans *Proletarier* - l'organe théorique du KAPD - n° 4, fév. 1921, est une réponse indirecte à Gorter.

(92) Lénine, dans sa polémique contre la Gauche, cite très longuement la brochure du groupe unioniste de Francfort, qui était proche de Rühle. Ce groupe, dirigé par Robert Sauer, quitta par la suite le KAPD pour se fonder dans l'AAU-E.

(93) Formulation reprise par ROLAND HOLST : *Partei und Revolution*, Wien, 1921. Reprint Kollektiv Verlag Berlin, 1972, avec une introduction de Cajo BRENDEL.

(94) Cette affirmation du Bordiga de l'après-guerre était néanmoins la justification a posteriori du long anonymat dans lequel il était tombé après 1930 jusqu'en 1944.

(95) Zoubatov était un agent provocateur du tsarisme qui avait suscité des syndicats en vue de pousser les ouvriers à des affrontements avec des patrons privés au lieu d'affronter l'Etat. Cette tentative de l'Okhrana - en 1901 d'encadrer les ouvriers fit long feu; en 1903, l'association " zubatoviste " disparut.

(96) LENINE, *La Maladie infantile du communisme*, Editions de Pekin, pages 45-46. Cette tactique d'" entrisme " dans les syndicats a été et reste encore largement suivie par les courants trotskystes.

(97) Sur la répression exercée par les syndicats allemands, avec les corps francs en janvier 1919, cf.

Illustrierte Geschichte der deutschen Revolution, Internationaler Arbeiter Verlag, 1929, p. 278. Le fonctionnaire social-démocrate Baumeister, fonctionnaire syndical, et le rédacteur du *Vorwärts* Erich Kuttner (1887-1942) formèrent le régiment Reichstag, composé de social-démocrates, qui participa avec les corps francs de Noske à l'écrasement sanglant des ouvriers révolutionnaires.

(98) Gallacher (1881-1965), au IIe Congrès de l'I.C., illustra de son expérience d'ouvrier la vacuité de la tactique 'entriste' dans les vieux syndicats : " Nous avons travaillé dans les syndicats britanniques pendant 25 ans sans les avoir révolutionnés de l'intérieur. Chaque fois que nous avons réussi à faire d'un de nos camarades un dirigeant syndical, il s'avéra que, au lieu qu'il y ait un changement de tactique, le syndicat a corrompu notre camarade ... Il est aussi insensé de parler de conquérir les syndicats qu'il l'est de parler de conquérir l'Etat capitaliste. " (*Der Zweite Kongress der Kommunistischen Internationale*, Hambourg, 1921, p. 627-629.) Gallacher par la suite renia ses anciennes positions révolutionnaires; il fut élu député pour le rester jusqu'en 1939.

(99) C'est ce qu'affirmait par contre la revue "bordiguiste" *Programme communiste* n° 56, 1972 (" Marxisme contre idéalisme ou le parti contre les sectes "). Pour les 'bordiguistes' : " ...le marxisme ne théorise jamais une forme d'organisation comme étant 'la forme révolutionnaire qui servira, par nature, à l'insurrection et à la conquête du pouvoir. En 1871 ce fut la Commune; en 1917, ce furent les soviets; en Italie, les Bourses du travail auraient pu le devenir. "

(100) Même argumentation dans les "Thèses sur le parlementarisme" de Bordiga : " ... la démocratie constitue un moyen de défense indirecte (de l'Etat capitaliste en répandant dans les masses l'illusion qu'elles peuvent réaliser leur émancipation par un processus pacifique et que l'Etat prolétarien peut lui aussi prendre la forme parlementaire, avec droit de représentation pour la minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses prolétariennes a été la corruption du mouvement socialiste de la Deuxième Internationale dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action. " Cette similitude de positions des Gauche italienne et germano-hollandaise a été niée par la suite par les 'bordiguistes' de façon particulièrement sectaire : " ... la Gauche marxiste et le KAPD se rencontrent dans l'abstentionnisme, mais

se 'rencontrent' comme, sur le champ de bataille, deux armées opposées " (sic) (*Programme communiste*, n° 53-54, " Gorter, Lénine et la Gauche ", octobre 1971-mars 1972.)

(101) LENINE, *La maladie infantile du communisme*, p. 80.

(102) Cf. *Le premier congrès des peuples de l'Orient*, Bakou, premier-8 septembre 1920 ", reprint Maspéro, Paris, 1971. Ce congrès se tint au moment où le gouvernement soviétique commençait à soutenir Mustafa Kemal en Turquie, lequel ne tarda pas à massacrer les communistes turcs. Ce congrès, regroupant près de 2.000 délégués, fut l'occasion d'une démagogie nationaliste, et même religieuse, de la part de Zinoviev - " L'internationale communiste s'adresse aujourd'hui aux peuples de l'Orient et leur crie : 'Frères, nous vous appelons à la guerre sainte, à la guerre sainte tout d'abord contre l'impérialisme anglais!' " (p. 46) Les intérêts de l'Etat russe prédominaient sur ceux de l'Internationale communiste.

(103) *Bulletin communiste* n° 34, 18 août 1921, " Réponse au camarade Gorter ", par Trotsky. Gorter tint un discours d'une heure et demie, face à l'Exécutif. En dépit de ses protestations répétées, son discours ne fut pas publié par l'Exécutif de l'I.C.

(104) Cf. ENGELS, *Principes du communisme* (1847) : " La révolution communiste ne sera... pas une révolution nationale uniquement, elle se fera simultanément dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne ... Elle aura également des répercussions importantes sur les autres pays du monde. Elle transformera complètement leur développement et l'accélénera considérablement. Ce sera une révolution universelle, dont le terrain sera lui aussi universel. "